



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2848  
3 mars 2023  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

# **Le 7 mars et après Faire reculer Macron et le patronat**



## **Aucun soutien à la guerre de Biden, Macron et Poutine!**



ALEXANDER ERMOCHEV/REUTERS



**Leur société**

- 7 mars : amplifier la lutte pour faire reculer Macron et le Medef 3
- 8 mars : à bas les inégalités hommes-femmes ! 3
- L'armée à la manœuvre : Orion, bruits de bottes sur la côte 4
- Mise en condition militaire 4
- La guerre, ça rapporte 4
- Prix : racket en bande organisée 5
- Banques alimentaires : toujours plus de pauvres 5
- TotalEnergies : faux geste et vrais profits 5
- Droit d'asile : une nouvelle loi répressive 6
- Gouvernement : vers une nouvelle loi Travail ? 6
- Unedic : au bonheur des capitalistes 6
- La retraite au Sénat : et vice versa ? 6
- Sécheresse : une catastrophe annoncée 7
- Souveraineté alimentaire : se nourrir d'illusions 7
- Marins-pêcheurs : dans la nasse de la crise 7
- Polluants éternels pour profits actuels 12
- Françafrique : l'impérialisme ne lâche pas sa proie 16
- Convention médicale : quelle médecine et pour qui ? 16
- La guerre et l'argent de la guerre 16

**Dans le monde**

- Ukraine : derrière la Russie, les USA visent la Chine 8
- États-Unis : l'industrie militaire touche le gros lot 8
- Israël-Palestine : les violences de l'extrême droite et des colons 9
- Afrique : pillée par TotalEnergies 9
- Migrants : ouvrez les frontières ! 10
- États-Unis : expulsions massives programmées 10
- Tunisie : une campagne xénophobe 10

**Il y a 60 ans**

- 1963 : les mineurs en grève résistent à la réquisition 11

**Dans les entreprises**

- PSA-Stellantis 12
- Groupe Safran 12
- Toyota - Onnaing 13
- RATP 13
- Hôpital Saint-Antoine - Paris 13
- EDF-PEI - Guadeloupe 14
- CAF 14
- Amiante 14
- Sénalia - Rouen 14
- Logista - Colomiers 14
- Eolane - Angers 15
- Magnetto Aulnay-sous-Bois 15

**Agenda**

- Les Fêtes de Lutte ouvrière 3

# Refusons de marcher dans les guerres de Biden, Macron et Poutine!

Depuis un an, les images d'une terrible tragédie nous viennent d'Ukraine : villes bombardées et détruites, familles vivant dans des caves ou au milieu de ruines, soldats se terrant dans des tranchées boueuses... Cette barbarie est d'autant plus frappante qu'elle a lieu tout près, sur le sol européen.

Mais en fait la guerre n'est pas une réalité nouvelle pour bien des travailleurs originaires d'Afrique, du Moyen-Orient ou de l'ex-Yougoslavie, que nous côtoyons quotidiennement sur les chaînes de montage automobile, sur les chantiers du bâtiment, dans les hôpitaux ou dans les bureaux. Beaucoup ont déjà connu les mêmes souffrances et ont été contraints de fuir leur pays ravagé par des conflits tout aussi meurtriers.

Si les populations des pays occidentaux ont été jusque-là épargnées par de telles horreurs, leurs gouvernements n'ont jamais cessé de répandre la guerre aux quatre coins du monde. Au sein du système impérialiste, toutes les bourgeoisies et leurs États se livrent à une lutte incessante pour le profit, pour les marchés, le contrôle des matières premières et des zones d'influence. Les plus puissants font régner leur loi, écrasant les plus faibles. Cette guerre économique engendre et entretient en permanence des conflits qui font des centaines de milliers de morts. Dans le monde impérialiste, la paix n'est, au mieux, qu'une trêve entre deux guerres.

Depuis un an, on nous abreuve de mensonges présentant Biden, les dirigeants occidentaux et ukrainiens comme des défenseurs de la liberté et de la démocratie. Poutine est assurément un dictateur représentant exclusivement les intérêts de la minorité de bureaucrates et de riches affairistes qui tirent leur fortune de l'exploitation des travailleurs et du pillage des richesses du pays.

Mais, face à lui, Biden ne défend pas la liberté ! Envahir un pays et renverser son gouvernement, les États-Unis eux-mêmes l'ont fait ou ont tenté de le faire plus d'une fois, à la Grenade, à Panama, à Cuba, ou plus récemment en Irak ou en Afghanistan.

Les dirigeants occidentaux prétendent défendre l'indépendance de l'Ukraine, mais eux-mêmes ont tenté d'intégrer les États issus de l'éclatement de l'Union soviétique dans leur sphère d'influence, y compris en les faisant adhérer

à l'OTAN. Pour s'y opposer, Poutine a envahi l'Ukraine, témoignant d'un total mépris pour les populations ukrainiennes qu'il écrase sous les bombes et pour la jeunesse de son pays utilisée comme chair à canon. Mais l'impérialisme et sa politique agressive portent une responsabilité écrasante dans l'évolution qui a conduit à cette guerre.

Quoi qu'ils en disent, les gouvernements des grandes puissances occidentales sont engagés dans une guerre contre la Russie. Pour le moment, ils se limitent à fournir du matériel de guerre et laissent les Ukrainiens combattre et mourir. Mais la guerre a sa propre logique et rien ne peut exclure un engrenage conduisant à un élargissement du conflit. D'autant que le camp impérialiste, États-Unis en tête, se montre de plus en plus belliciste à l'égard de la Chine, devenue trop puissante aux yeux des représentants de la bourgeoisie américaine.

Au sein du camp occidental lui-même se mène une autre guerre, cantonnée au seul terrain économique, entre les États-Unis et leurs alliés européens. Devant se passer de gaz russe, l'Europe est contrainte de payer son énergie bien plus cher que les capitalistes américains. Les fabricants d'armes américains réalisent des ventes record en évinçant leurs concurrents européens.

Pour profiter des subventions annoncées il y a quelques mois par Biden, des industries européennes menacent de se déplacer sur le territoire américain. La guerre en Ukraine est décidément une excellente affaire pour les capitalistes américains !

Aujourd'hui, en France, les travailleurs doivent s'opposer aux attaques contre les retraites. Ils doivent défendre leurs salaires laminés par l'inflation. Il nous faut dès aujourd'hui être capable de défendre nos conditions de vie face à la cupidité de la bourgeoisie, mais celle-ci nous menace de catastrophes bien pires encore. Les mêmes qui nous exploitent aujourd'hui nous enverront demain mourir sur un champ de bataille.

« Paix entre nous, guerre aux tyrans », proclame l'Internationale, le chant de lutte des travailleurs. Et les tyrans qu'il faudra renverser, ce sont les capitalistes, leurs dirigeants politiques et leurs états-majors.

Nathalie Arthaud



ADRIEN VAUTERLE/LE PICTORIUM/MAAXPPP



## 7 mars : amplifier la lutte pour faire reculer Macron et le Medef

Trois semaines après la dernière manifestation contre le report à 64 ans de l'âge de départ à la retraite, l'intersyndicale appelle à faire du 7 mars « une journée morte dans les entreprises, les administrations, les services, les commerces, les lieux d'études, les transports » et « à participer massivement aux manifestations ».

C'est bien dans la rue, par les manifestations, et plus encore dans les entreprises, par la grève, que les travailleurs peuvent faire ravalier leur projet à Borne et Macron. Malgré un rejet massif parmi toutes les catégories de travailleurs, rejet qui augmente chaque fois qu'un ministre ouvre la bouche, le gouvernement peut trouver une majorité de parlementaires pour faire adopter sa loi. À défaut, il dispose de l'article 49-3. Même les minuscules concessions sur les longues carrières, imposées par les députés, ont disparu du texte soumis aux sénateurs. Il n'y a rien à attendre du côté du Parlement.

La force des travailleurs est qu'ils font fonctionner toute l'économie. S'ils se mettent massivement en grève, ils arrêtent la machine à profits de la bourgeoisie. Et c'est bien les capitalistes qu'il faut viser pour faire reculer Macron, simple exécutant de leurs exigences. Roux de Bézieux, président du Medef, l'a dit sans fard sur CNews : « Les politiques doivent prendre des décisions qui ne sont pas populaires. » Et de préciser : « Cette réforme est douloureuse mais indispensable. » Douloureuse, elle l'est pour les salariés qui devront s'user deux ans de plus au travail ou finir leur vie active au chômage ou en

invalidité ; indispensable, elle l'est pour augmenter la part de richesses qui revient aux capitalistes.

Cette réforme n'a pas d'autres raisons d'être. Elle est d'autant plus insupportable qu'elle s'ajoute à la flambée de tous les prix. À l'angoisse de ne plus pouvoir payer les factures, se chauffer correctement, se déplacer quand on veut et même d'être obligé de se restreindre sur la nourriture, s'ajoute le cauchemar de se faire exploiter jusqu'à la tombe. Pendant ce temps, les grandes entreprises annoncent les unes après les autres des records historiques pour leurs profits. Les bénéfices en hausse pour les capitalistes, les sacrifices multiples pour les travailleurs sont les deux bouts du même bâton. Eh bien ce bâton, les travailleurs doivent le briser pour défendre leur droit à l'existence !

Sur Cnews, Roux de Bézieux s'est dit plus préoc-



cupé des grèves pour des augmentations, en cours un peu partout dans le pays à l'occasion des négociations annuelles obligatoires sur les salaires dans les entreprises du privé, que des grèves pour les retraites. Son inquiétude confirme qu'il faut présenter l'addition au grand patronat : cela inclut les retraites, les salaires, la précarité, l'emploi. Macron et les patrons ne céderont que si la grève part dans quelques secteurs et menace de s'étendre à toutes les entreprises.

Contrairement à l'intersyndicale interprofessionnelle, plusieurs fédérations syndicales, à la SNCF, dans l'énergie, la chimie, les ports et docks, appellent d'ores et déjà à une grève reconductible à partir du 7 mars.

Sans s'arrêter aux petits calculs des divers chefs syndicaux, tous les travailleurs conscients, dans tous les secteurs, doivent s'appuyer sur le succès prévisible de la journée du 7 mars pour convaincre leurs collègues de travail qu'il est nécessaire d'engager le combat. Il devra être placé sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes et devra s'élargir à l'ensemble de leurs revendications, à commencer par les salaires. Il sera difficile car les capitalistes, qui s'affrontent dans une guerre économique acharnée, ne lâcheront rien facilement. Mais, s'ils la déploient sans réserve, la force collective des travailleurs est immense.

Xavier Lachau

## 8 mars : à bas les inégalités hommes-femmes !

En 1911, à l'initiative de la 2<sup>e</sup> Internationale, le 8 mars est devenu la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, à commencer par leur égalité avec ceux des hommes.

Aujourd'hui, dans la tête de tous les bien-pensants, cette date a été banalisée sous le nom de « journée de la femme », ce qui la vide de son contenu révolutionnaire. Mais pour les militantes et les militants, pour les associations féministes, les syndicats et les partis ouvriers, ce n'est « ni la fête des mères, ni la fête des femmes », comme le dit le collectif appelant

à manifester le 8 mars. Au contraire, cela doit rester une journée de lutte contre cette société capitaliste, en solidarité avec les opprimés du monde entier, à commencer par les femmes, encore plus exploitées et maltraitées que les hommes.

Il n'est pas besoin de chercher loin pour voir quelles sont les injustices dont les femmes sont victimes. Le projet de réforme

des retraites en montre de flagrants exemples, et les mensonges gouvernementaux sur les prétendus bénéfices qu'il leur apporterait n'ont pas tenu longtemps.

La dénonciation par les manifestants de l'inégalité de traitement a largement été mise en avant. Ainsi, la promesse de toucher une pension minimale de 1 200 euros ne vaut que pour une carrière complète, ce qui n'est pas le cas pour 40 % des femmes qui ont eu des carrières hachées avec l'arrivée

d'enfants. L'âge de départ en retraite porté à 64 ans suscite évidemment la colère quel que soit le sexe. Mais 20 % des femmes devront de toute façon travailler jusqu'à 67 ans, soit cinq ans de plus qu'actuellement, si elles ne veulent pas subir une décote sur le montant de leur pension. Et de toute façon, l'inégalité des salaires fait que celle-ci est en moyenne inférieure de 28 % à celle des hommes.

Déjà, l'appel à la mobilisation le 7 mars contre la

réforme des retraites sera l'occasion pour qu'hommes et femmes soient nombreux à dénoncer les inégalités subies par ces dernières. Dans la foulée, le 8 mars doit se faire entendre la solidarité envers les femmes qui luttent pour l'égalité des droits, en France et dans le monde.

Lutte ouvrière appelle à se joindre aussi aux manifestations prévues ce jour-là, à Paris et dans les différentes villes.

Marianne Lamiral

## AGENDA Fêtes de Lutte ouvrière

### Beauvais

Dimanche 5 mars  
à partir de 11 heures  
Salle des fêtes  
de l'Elispace

### Saint-Nazaire

Samedi 11 mars  
de 16 heures à minuit  
Base sous-marine  
de Saint-Nazaire

### Metz

Dimanche 12 mars  
à partir de 11 h 30  
CALP  
de Metz-Plantières  
2A, rue Mgr-Pelt

### Angers

Samedi 25 mars  
de 16 heures à minuit  
Salle Aragon  
à Trélazé

### Creil

Samedi 25 mars  
de 16 heures à minuit  
Salle Georges Brassens  
à Villers-Saint-Paul

### Limoges

Samedi 1<sup>er</sup> avril  
à partir de 15 heures  
Espace Detaille  
Cité La Bastide

## Cercle Léon Trotsky

La Chine depuis Mao :  
face aux pressions  
impérialistes  
et aux menaces de guerre

Vendredi 10 mars à 20 heures  
Grande salle de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup> - Métro Maubert-Mutualité  
Participation aux frais : 3 euros



## L'armée à la manœuvre: Orion, bruits de bottes sur la côte

Le 27 février, les habitants de Sète et de Frontignan se sont réveillés au milieu d'une opération amphibie. Le débarquement de 700 hommes et de 140 véhicules était accompagné par la présence de deux porte-hélicoptères, dans le cadre de l'opération militaire Hemex-Orion, « un entraînement à haute intensité ».

Sur le port de Frontignan, il s'agit de « créer la confusion chez l'ennemi pour qu'il ne s'attende pas à l'endroit où on va débarquer » affirmait un officier. De nouveaux combats pour de faux étaient prévus à Sète jeudi 2 mars.

L'armée met en scène le combat d'une coalition pour soutenir un État nommé Arnland contre un État doté de la bombe nucléaire nommé Mercure.

Bien que Patricia Miralès, secrétaire d'État chargée des Anciens combattants, interrogée dans le *Midi Libre*, ait assuré que cet exercice a été programmé antérieurement à la guerre en Ukraine, elle tenait à rappeler que la France a « la première armée d'Europe » et qu'elle démontre l'ampleur

de ses capacités militaires. Et de conclure par un: « Nos armées doivent être prêtes. » La France est un impérialisme de seconde zone, mais ses dirigeants tiennent à ce qu'elle garde ce statut et n'hésitent pas à montrer les muscles pour entretenir l'illusion qu'elle a les moyens de ses ambitions.

Toute une panoplie d'engins de mort est donc déployée dans ce qui est le plus grand exercice jamais organisé sur le territoire français, impliquant de 7000 à 12000 soldats dans la région. Il se terminera début mai. L'objectif est de préparer l'armée à intervenir dans un conflit comme celui qui se déroule actuellement en Ukraine, mais aussi d'évaluer la capacité de la toute la société à soutenir les

armées en cas de conflit majeur. Cela concerne la logistique, le ravitaillement ainsi que la santé des troupes et le renseignement.

Voilà qui rappelle qu'en cas de conflit, ceux qui ne seront pas au combat ne seront pas épargnés. Il faudra se plier aux besoins de l'armée et à ceux des industriels de l'armement. C'est bien ce que Macron entend quand il parle d'économie de guerre: en plus des aides faramineuses versées pour fabriquer des armes, il faudra marcher au pas dans le cadre d'une union sacrée dont on commence déjà à nous rebattre les oreilles.

Entre chair à canon et chair à profit, c'est sur les travailleurs que va retomber la catastrophe que l'on nous prépare. Ce sont eux qui peuvent faire cesser cette escalade guerrière et les bruits de bottes qui l'accompagnent. Sans eux, il n'y a ni arme, ni armée, ni profit.

Jean-Claude Saran



## La guerre, ça rapporte!

Les menaces de conflit généralisé ont de quoi réjouir certains: les patrons de l'industrie d'armement. À Saint-Étienne, l'entreprise Verney-Caron, qui produit surtout des fusils de chasse mais aussi les flash-ball, veut se diversifier dans les armes de guerre pour profiter de la hausse du budget militaire décidé par Macron.

À Saint-Chamond, NBC-Sys (filiale du groupe Nexter) fabrique à plein rendement des masques à gaz et des cartouches: son chiffre d'affaires a doublé en cinq ans, avant même le début de la guerre en Ukraine. Un second site de production doit être créé à Saint-Étienne. Hervé Reynaud, maire de Saint-Chamond et vice-président de la Métropole de Saint-Étienne, s'en félicite au nom de la « souveraineté nationale ». Que les morts, ukrainiens, russes ou autres, en soient remerciés!

Le fameux canon Caesar, dont 18 exemplaires ont été livrés à l'armée ukrainienne et qui fait depuis des années dans les mains de l'armée saoudienne des ravages au Yémen, est produit par Nexter (ex-GIAT). Les ébauches du canon sont produites à Firminy dans l'usine Aubert et Duval, une filiale du trust Eramet, qui a comme actionnaire principal l'État mais aussi la famille Duval, 75<sup>e</sup> fortune de France. Le Caesar est ensuite usiné à Bourges avant d'être intégré à un véhicule de combat à Nexter Roanne, où les effectifs n'ont pas été aussi hauts depuis longtemps. Et

on pourrait multiplier les exemples dans la région ou le pays.

Dans le bassin de Saint-Étienne, sinistré par la crise, les défenseurs d'une politique militariste mettent en avant que la reprise de la production d'armes ferait reculer le chômage. Les reportages dans la presse ou la télévision locale se multiplient, accompagnant un discours guerrier qui vise à faire adhérer la population.

Mais, à propos d'emplois, où sont donc ceux qui devaient être créés dans les hôpitaux et les services utiles à la population? Au début de la crise du Covid, il n'y a pas eu le même empressement pour fabriquer des masques, des respirateurs ou autres, tant de choses qui ont dramatiquement manqué.

Aujourd'hui, cette production d'armements se fait au détriment des productions utiles à la population qu'il serait autrement plus rationnel de développer, et qui pourraient créer de nombreux emplois... et dont la finalité ne serait pas de préparer des massacres.

Correspondant LO



Opération amphibie dans l'Hérault.

## Mise en condition militaire et psychologique

L'opération militaire en cours, qui doit durer jusqu'au 11 mars, réunit pas moins de 7000 militaires et sera suivie d'une autre dans l'est de la France qui en mobiliserait cette fois 15000.

« On n'a jamais fait un exercice d'une telle ampleur sur une telle durée », a assuré le général Yves Métayer, chargé de planifier l'opération au sein des armées.

Le but est bien sûr de préparer les militaires, qui d'après leurs officiers manquent de pratique. Mais

il est aussi de préparer l'opinion publique pour obtenir son adhésion à une guerre éventuelle.

Celle-ci toucherait évidemment bien plus que les militaires. « Dans l'hypothèse d'un engagement majeur, les armées auront besoin du tissu civil pour

gagner », explique-t-on donc à l'état-major pour justifier cette opération dont le coût se monte à 35 millions. Il voudrait aussi renouveler cet exercice tous les trois ans.

Peu à peu, le gouvernement et son état-major veulent préparer la population à une entrée en guerre. Les travailleurs ne doivent pas marcher.

Aline Urbain

## Lisez Lutte de classe

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 230 (mars 2023):

- Réforme des retraites: vers un réveil de la combativité ouvrière?
- États-Unis: après les élections de mi-mandat
- Contre la guerre en Ukraine et sa généralisation
- Cryptomonnaies: le capitalisme miné par la spéculation
- Algérie: trois ans après la fin du Hirak, une reprise en main
- Les articles de Karl Marx et Friedrich Engels dans le *New York Daily Tribune*

Prix: 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres.



## Prix: racket en bandes organisées

Les uns après les autres, les patrons de la grande distribution y vont de leurs déclarations alarmistes : « L'inflation alimentaire va continuer à augmenter pendant les six premiers mois » (M.E. Leclerc); « L'inflation va continuer au moins jusqu'à l'été » (M. Biero, Lidl). Et tous d'annoncer que l'inflation annuelle atteindra 16 ou 17 % d'ici juin.

Pour les produits alimentaires, l'inflation officielle pour l'année 2022 était de 12%. Le panier de courses de France Info, lui, a augmenté de 15,6%. Il y a quelques semaines à peine, Bruno Le Maire répétait, ainsi que d'autres ministres, ou experts que le pic de l'inflation était dépassé, que celle-ci allait redescendre sous la barre des 10%. Il affirmait qu'il n'y aurait pas de « mars rouge » pour les prix. En effet, il y aura une année 2023 noire.

En courant les plateaux de télévision pour

annoncer aux classes populaires que le sucre va augmenter de 40% et les steaks hachés surgelés de 35%, les patrons de la grande distribution ne font pas que préparer les esprits à la hausse: ils se présentent en défenseurs des consommateurs. Engagés dans les négociations annuelles pour fixer les prix de vente avec les industriels de l'agroalimentaire, les patrons de Carrefour, Leclerc, Lidl et compagnie cherchent à renvoyer la responsabilité de ces hausses spectaculaires aux Tereos, Danone, Fleury

Michon, Bigard et autres producteurs.

Ces patrons sont d'un cynisme sans limite. Leurs profits ont bondi en 2022: par exemple 1,35 milliard d'euros de bénéfices pour Carrefour (+25%); un chiffre d'affaires qui a dépassé les 100 milliards d'euros pour le groupe Lidl. Même Macron, depuis le Salon de l'agriculture, a tenu à demander « un effort sur leurs marges » aux grands distributeurs. Mais ces mots ne sont suivis d'aucune mesure contraignante, ni du moindre contrôle, et n'annoncent rien qui puisse faire peur à Michel-Édouard Leclerc et à ses acolytes.

Le bras de fer entre l'agro-industrie et la grande distribution a cependant un mérite: il lève un petit coin du voile sur les pratiques



HALFPOINT

de ces requins: les géants de la distribution et ceux de l'agroalimentaire. Vis-à-vis du public, ils s'accusent mutuellement d'être les responsables des hausses, mais ils s'entendent surtout pour se partager les profits sur le dos des consommateurs.

Ainsi, pour Alexandre Bompard, patron de Carrefour, « les industriels demandent des hausses de tarifs délirantes ». Le patron de Système U a dénoncé « les effets d'aubaine » et rappelé que, en fait, le beurre, le maïs, l'acier, l'aluminium, les emballages, les

transports « sont à la baisse » ces derniers mois. Le directeur des achats chez Lidl a dénoncé « les industriels qui profitent de la situation en demandant des hausses non justifiées. » Il réclame, dit-il, des factures pour justifier les demandes de hausse.

Les mieux placés pour contrôler les factures et la réalité des prix et des marges pratiqués par les uns et les autres, et les rendre immédiatement publics, seraient les salariés de toutes ces entreprises. Il faut imposer la levée du secret commercial!

**Xavier Lachau**

## Banques alimentaires: toujours plus de pauvres

Les banques alimentaires, qui récoltent et préparent les denrées distribuées par des associations comme les Restaurants du cœur, ont profité du Salon de l'agriculture pour dénoncer la montée ininterrompue de la pauvreté.

En dix ans, le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire a triplé. En 2011, les associations fournissaient une aide à 820 000 personnes. Aujourd'hui, cette assistance est devenue indispensable à 2,4 millions, dont 71% de femmes. Celles et ceux qui comptent là-dessus pour se nourrir ou se procurer des produits nécessaires, comme les produits d'hygiène, viennent de plus en plus souvent, plus de deux fois par semaine pour la majorité.

Ainsi, en dix ans, une aide pour certains exceptionnelle est parfois devenue une manière de vivre habituelle, ou plutôt de survivre, pour des catégories sans cesse plus larges de la population: des travailleurs licenciés qui se retrouvent au RSA, des bénéficiaires d'autres minima sociaux insuffisants, mais aussi 17% de retraités et 17% de salariés pauvres, pour la plupart à temps partiel.

Cette aggravation de la misère est le résultat des vagues de licenciements, de

la précarité devenue systématique, des bas salaires. Les nouveaux inscrits dénoncent pour leur part la hausse des prix qui les oblige à recourir à une extrémité qu'ils préféreraient ne

pas envisager auparavant.

Cette « marée lente de la misère qui n'a jamais reflué » que dénoncent les responsables des banques alimentaires est à mettre en parallèle avec la marée de plus

en plus haute des profits. En 2011, les bénéfices des entreprises du CAC 40 étaient de 73 milliards. En 2022 ils ont atteint 140 milliards. L'une explique l'autre.

**Daniel Mescla**



BANQUES ALIMENTAIRES

## TotalEnergies: faux geste et vrais profits

Après avoir annoncé près de 20 milliards d'euros de bénéfices du groupe TotalEnergies en 2022, son PDG, Patrick Pouyanné, s'est senti obligé de faire un petit geste en direction de l'opinion publique.

Il a alors multiplié les interviews pour expliquer qu'il était à l'écoute des difficultés des Français et envisageait une nouvelle ristourne, un geste dans ses stations service.

Vendredi 24 février, le

geste en question a été annoncé en grande pompe: le litre sera plafonné à 1,99 euro jusqu'en décembre 2023. Et Pouyanné et ses admirateurs au gouvernement n'ont eu de cesse, depuis, de vanter ce

geste présenté comme un bienfait.

Rappelons que le précédent « geste » de TotalEnergies, avec une ristourne de 20 centimes par litre de carburant jusqu'en décembre 2022, ne lui aura coûté que 550 millions d'euros... soit à peine 3% des milliards que la guerre et la spéculation sur les prix de l'énergie lui ont

permis d'encaisser pour l'année 2022. Quant au cirque politicien et, en particulier, celui de Macron, qui se vante d'avoir été entendu par le groupe pétrolier à qui il avait demandé de faire un geste, il y a de quoi rire.

Surtout, avec un prix moyen de 1,84 euro le litre d'essence à l'heure actuelle, l'annonce n'a

vraiment rien de spectaculaire. Au contraire, le litre à 1,99 euro non seulement n'entamera pas les profits de TotalEnergies, mais il lui permettra même de les garantir, c'est-à-dire de dégager encore plus de profits en 2023, aux frais de la population à chaque passage à la pompe.

**Marlène Stanis**



## Droit d'asile : une nouvelle loi répressive

Le projet de loi Asile et immigration passe au Sénat. Pour que le vote des sénateurs de droite soit acquis, le ministre de l'Intérieur Darmanin leur a officiellement donné carte blanche pour durcir le projet autant qu'ils le souhaitent.

Ce samedi 4 mars, des manifestations sont organisées pour dénoncer cette attaque contre les travailleurs et les populations immigrés en France.

Cette loi contient une somme de mesures rendant toute régularisation de plus en plus difficile et les procédures d'expulsion du territoire plus expéditives. Le gouvernement dit qu'avec son projet toutes les procédures seront accélérées... ce qui mettra plus vite dans l'illégalité bien des immigrés. Par exemple, les possibilités de recours juridiques contre les OQTF (obligation de quitter le territoire) vont

être considérablement réduites, alors que c'est ainsi que beaucoup de sans-papiers réussissent à obtenir leur premier titre de séjour.

Le projet de loi introduit une liste de métiers dits en tension : ceux qui manquent de main-d'œuvre. Cela permettrait à des travailleurs de certains secteurs d'obtenir, au compte-gouttes, un titre de séjour d'un an. C'est un geste en faveur du patronat de ces secteurs. Mais, d'après les déclarations de certains sénateurs de droite, c'est justement le premier point de la loi qu'ils vont chercher à supprimer.

Que ce soit du côté



gouvernemental ou de celui des sénateurs, l'objectif est de faire étalage de démagogie réactionnaire. Alors que l'inflation ronge le niveau de vie des couches populaires et aussi de bien des petits patrons, qui sont souvent l'électorat privilégié de la droite et de l'extrême droite, s'attaquer aux immigrés ne résout aucun de ces

problèmes. Le seul objectif est de trouver des cibles pour faire diversion, ce qui peut être utile en période de crise aux politiciens au pouvoir ou à ceux qui rêvent d'y être.

Français ou immigrés, les travailleurs ne doivent pas se laisser diviser et doivent revendiquer que tous aient les mêmes droits :

des papiers pour tous, liberté de circulation et d'installation pour tous ! C'est ce que feront notamment les associations de défense des travailleurs sans papiers qui appellent à manifester, samedi 4 mars. À Paris, la manifestation partira du métro Château-Rouge à 14 heures.

Pierre Royan

## Gouvernement : vers une nouvelle loi Travail ?

Après que Macron a promis « un vrai débat dans notre société sur le travail », Véran, le porte-parole du gouvernement, a commencé à faire entendre la petite musique macroniste des mois à venir.

Véran est resté flou face à la presse : à l'en croire il s'agirait d'atteindre le plein-emploi au travers d'une nouvelle loi. Il y a là une fumisterie si l'on songe aux 5,4 millions de chômeurs recensés par Pôle

emploi. Le ministre déroule les habituels discours sur la formation et l'apprentissage, sans rien préciser, sinon des incantations demandant aux entreprises de ne pas se débarrasser des seniors.

D'un côté, le gouverne-

ment voudrait faire croire aux salariés qu'une nouvelle loi pour « travailler mieux » tempèrera la dureté de sa réforme sur les retraites. D'un autre côté, Véran a évoqué des mesures « plus techniques » dans la suite de cette réforme des retraites, ce dont les travailleurs ont toutes les raisons de se méfier. De même des mesures

sur l'insertion des bénéficiaires du RSA cachent l'intention de les faire travailler sans pour autant avoir un emploi et un salaire. Cela parle aux patrons, avides d'exploiter ces travailleurs pour pas cher et de les mettre en concurrence avec les salariés.

Cette nouvelle loi Travail, encore nébuleuse, mais

promise à la discussion avant l'été, permet pour le moment au gouvernement de faire mine de se projeter après une réforme des retraites qu'il aurait réussi à imposer au monde du travail. C'est promettre au patronat qu'il ne s'arrêtera pas en chemin dans ses attaques contre les travailleurs.

Lucien Déroit

## Unedic : au bonheur des capitalistes

L'Unedic prévoit que les comptes de l'assurance chômage seront excédentaires de 3,8 milliards d'euros fin 2023 et de 8,6 milliards d'euros fin 2025. Ces résultats sont obtenus en faisant payer les chômeurs... au plus grand bénéfice des capitalistes.

La réforme de l'assurance chômage de 2021 a changé le calcul de l'allocation journalière de référence. Celle entrée en vigueur en février 2023 a baissé la durée d'indemnisation des chômeurs de 25%. C'est donc en réduisant les indemnités qui sont versées aux travailleurs ayant perdu leur emploi que le gouvernement a permis à l'Unedic d'afficher ces résultats excédentaires. Sur les 8,6 milliards d'excédent prévu en 2025, 5,2 milliards d'euros seraient liés à ces réformes.

En appauvrissant les chômeurs, c'est-à-dire une

partie du monde du travail, le gouvernement compte accélérer le remboursement de la dette de l'Unedic. Si celle-ci a fortement augmenté ces dernières années, c'est parce que, au moment de la crise sanitaire, les cotisations des travailleurs ont été utilisées pour financer un tiers du chômage partiel. Au plus haut de l'épidémie de Covid en 2020 et 2021, des déficits importants ont été enregistrés, creusant d'autant la dette de l'organisme.

Les capitalistes peuvent donc remercier Macron. Tout d'abord parce qu'en faisant peser le financement

du chômage partiel sur les travailleurs, le gouvernement a permis aux patrons de garder gratuitement leur main-d'œuvre pendant les périodes de fermeture. Mais aussi, l'Unedic s'est endettée auprès des marchés financiers et, en payant les taux d'intérêts, fait le bonheur des capitalistes qui achètent de la dette. Et comme les taux d'intérêt augmentent parallèlement à l'inflation, la dette de l'Unedic rapporte de plus en plus à ces derniers.

La publication des résultats financiers de l'Unedic vise à rassurer les marchés financiers. Le message de l'État est clair : quoi qu'il en coûte aux chômeurs et aux salariés, le remboursement de la dette aux capitalistes sera assuré.

Joséphine Sina

## La retraite au Sénat : et vice versa ?

Le rejet de la réforme des retraites se décidera dans les entreprises et dans la rue, chacun le sait. Mais la fiction démocratique reste de mise et le projet macronien est désormais en discussion au Sénat pour deux semaines. Les dignes sénateurs prétendent, à la différence des députés surchauffés, travailler paisiblement et proposer des amendements constructifs.

Il faut dire que la droite, réactionnaire et sûre d'elle-même, y est majoritaire. Ainsi le chef de file des sénateurs LR, Bruno Retailleau, propose-t-il d'améliorer les

dispositions concernant les mères de famille afin de doter la France d'une politique nataliste.

Le même demande que les retraites des régimes spéciaux convergent dès maintenant avec celles du régime général. Il ne parle évidemment que de quelques régimes spéciaux déjà bien écorchés qui concernent encore des travailleurs utiles, comme les cheminots embauchés avant 2019. Les régimes spéciaux des inutiles, voire de certains nuisibles, comme les députés et les sénateurs, ne sont pas concernés.

P. G.



## Sécheresse : une catastrophe annoncée

**Gouvernement et agriculteurs alertent de nouveau sur le risque de sécheresse grave dans les mois qui viennent, alors que le pays vient de connaître un record avec 32 jours sans vraies pluies.**

L'agriculture est la première consommatrice d'eau, et même à 80 % entre juin et août. Le secteur n'a pas pour autant été adapté, préparé à ces situations désormais inévitables. Des choix de cultures alternatives et des

solutions techniques existeraient. Mais ils sont incompatibles avec les objectifs de profits des gros agriculteurs et des capitalistes de l'agroalimentaire, et inaccessibles aux nombreux petits agriculteurs pris à la gorge par

ces derniers.

La gestion de l'eau est également une manne à profits privés. Elle est confiée pour l'essentiel à quelques grands groupes : Suez, Veolia et Saur principalement, qui ne voient que la rentabilité à court terme et limitent les dépenses destinées à l'entretien du réseau d'eau.

Une part importante des canalisations d'eau sont vieillissantes, dépassant parfois soixante ans. Cela entraîne non seulement une dégradation de la qualité de l'eau, mais aussi des pertes : 20 % de l'eau est perdue à cause de fuites. Ces dernières représentent même 70 % dans certains départements. La somme nécessaire pour réparer les canalisations aux Antilles a



ERIC GAILLARD REUTERS

Une rivière dans le Var, en février.

## Souveraineté alimentaire : se nourrir d'illusions

**Le nombre et la vivacité des gardes du corps entourant Macron au Salon de l'agriculture augmentent en proportion des difficultés des petits agriculteurs.**

Cette année, outre les placages, bris de pancartes et expulsions minute, pour répondre aux angoisses et à la colère de ceux qui voulaient l'interpeler, Macron a eu recours à un nouveau mantra, la « souveraineté alimentaire ».

Le président avait déjà évoqué cette pensée très à la mode lors de ses vœux. Elle se résume dans les questions suivantes : pourquoi exporter du blé et importer des légumes, alors qu'on pourrait tout produire en France, pourquoi aller chercher à des centaines ou des milliers de kilomètres ce qu'on pourrait faire pousser dans la ferme d'à côté ?

Mais cette perspective, évoquée d'ailleurs à LFI comme au RN, n'a qu'un rapport très lointain avec la réalité. En France une partie croissante des terres agricoles est détenue par des entreprises capitalistes dont les actionnaires, connus ou inconnus, n'ont jamais vu une vache ou un tracteur et ne se préoccupent que de rentabilité immédiate. Elles choisissent leurs cultures en fonction des cours mondiaux et absolument pas des besoins alimentaires. La population qui entoure leurs exploitations ne les intéresse que comme réserve de main-d'œuvre, et encore. Elles lui fournissent, pour

seules primes, des pesticides, des vapeurs d'engrais, des routes défoncées par les engins agricoles, des terres sans clôtures ni bosquets, des circuits d'arrosage automatique et des cours d'eau asséchés.

L'autre partie des surfaces agricoles se partage entre un nombre toujours plus réduit de petites et moyennes exploitations. Il en reste aujourd'hui 400 000, dont les trois quarts n'ont aucun salarié. Quant aux 780 000 salariés du secteur, dont de nombreux travailleurs précaires, ce sont des prolétaires comme les autres.

Ces petites exploitations, si modernes, mécanisées et informatisées qu'elles soient, sont les jouets du marché. Elles sont dépendantes de leurs fournisseurs, les quelques industriels qui produisent machines, intrants, médicaments, semences, etc., et de leurs clients, coopératives géantes, centrales d'achat et autres qui imposent leurs prix en fonction des cours mondiaux.

Ce sont ainsi de grandes sociétés capitalistes qui font la loi, dans l'agriculture comme dans le reste de l'économie. Agiter le hochet de la souveraineté économique n'est qu'un moyen pour tenter de la cacher.

P. G.

été évaluée à près de 1 milliard d'euros. Une somme que l'on peut comparer aux 13 milliards d'euros dépensés en 2022 par le numéro un de l'eau en France, Veolia, pour racheter son concurrent Suez.

Dans l'agriculture comme dans la gestion des eaux, le profit prime. La seule solution envisagée par le gouvernement est de faire la morale et d'annoncer des restrictions aux particuliers, telles que

renoncer à laver sa voiture ou arroser un peu moins les jardins. Un remède ridicule, quand on sait que ces usages ne représentent que 6 % de l'eau potable utilisée.

Affronter les problèmes de sécheresse impliquerait un plan pour réorganiser la gestion de l'eau en fonction des intérêts de l'ensemble de la population, et non pas du profit immédiat. Autant dire que ce n'est guère possible dans cette société.

Charles Legoda

## Marins-pêcheurs : dans la nasse de la crise

**Samedi 25 février, plus de six cents personnes étaient réunies à Pont-l'Abbé, dans le Finistère, pour protester contre le plan de sortie de flotte consécutif au Brexit.**

Ce dispositif conduit à envoyer à la casse 26 bateaux immatriculés au Guilvinec et à Loctudy, soit la moitié de la flotte de ces ports, à débarquer leurs équipages et à menacer les emplois des travailleurs de la filière.

Sur les 40 000 habitants de la région, le pays bigouden, 2 000 vivent de la pêche, directement ou indirectement. Après sa sortie de l'Union européenne, la Grande-Bretagne a restreint l'accès de ses eaux aux pêcheurs des autres pays. Cela a mis de fait des dizaines de bateaux au chômage, précisément ceux qui ont la taille, l'équipement

et l'habitude de travailler dans les eaux britanniques. Pour faire passer la pilule et parce que cela cadre avec leur politique générale de réduction du nombre d'artisans pêcheurs, les pays concernés proposent des plans de sortie de flotte financés par l'Union européenne. L'Irlande dispose ainsi de 75 millions d'euros pour désarmer 57 navires, la France de 65 millions pour 90 navires.

La prime de sortie de flotte est calculée selon la taille du navire et comprend les éventuelles indemnités de licenciement de l'équipage. Le patron

du chalutier hauturier du Guilvinec *An Triskell*, cité par *Le Télégramme*, indique qu'il percevra 870 000 euros. 270 000 euros serviront à finir de payer le bateau, 200 000 à payer les fournisseurs, 300 000 aux impôts. Il restera 100 000 euros pour payer le prix d'une vie en mer. Six marins seront bons pour pointer au chômage. Et que dire des travailleurs à terre, dans les criées, les usines, la réparation et la logistique, qui perdront leur emploi sans bruit d'ici quelques semaines ?

Au-delà de ce plan conjoncturel post-Brexit, la destruction de la petite pêche et de ses équipages se poursuivra. Tout simplement parce que la loi du profit, la concentration du capital, l'augmentation de la taille des bateaux et de leurs engins de pêche, ont vidé les eaux européennes de leurs poissons et attisé la concurrence entre les grands armements au détriment des plus petits. Les règlements de l'UE, les gouvernements, les discours des gestionnaires du système sont bien incapables de mettre fin à cette évolution du capitalisme aussi naturelle que désastreuse.

Paul Galois



BRIGITTE HUG

Manifestation à Pont-l'Abbé, le 25 février.



# Ukraine : derrière la Russie, les USA visent la Chine

Depuis le sommet de Munich sur la sécurité, les États-Unis mènent campagne contre la Chine, qu'ils accusent chaque jour de vouloir armer la Russie dans sa guerre en Ukraine. Venant de Washington l'accusation pourrait faire sourire.

On ne peut cependant oublier que les États-Unis, qui ont fourni pour 26,4 milliards de dollars d'aide militaire à l'Ukraine en un an, à quoi s'ajoute tout ce que lui ont livré ses alliés de l'OTAN, portent par là même une responsabilité écrasante dans le fait que la guerre dure et que le nombre de ses victimes ne cesse de croître.

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a été le premier à prétendre, le 18 février, que la Chine s'apprêtait à fournir des « armes létales » à la Russie. Pékin ayant démenti la chose, la vice-Présidente Kamala Harris a renchéri, affirmant que Washington était « troublé par le fait que Pékin approfondisse ses relations avec Moscou ».

Le lendemain, l'ambassadrice américaine aux Nations unies s'est faite plus précise dans ses menaces : pour elle, aider militairement la Russie, c'est « franchir la ligne rouge ».

Le 20, le ministre chinois des Affaires étrangères rétorqua qu'au lieu de « propager de fausses nouvelles », les États-Unis feraient mieux de « prendre de véritables mesures en faveur [...] de l'avancement des pourparlers de paix ». Malgré cela, le 26 février, Jake Sullivan, conseiller à la Sécurité nationale de la Maison Blanche, fit encore monter la pression en affirmant que Pékin « devra choisir s'il fournit ou pas une aide militaire » à Moscou, et que, « s'il choisit cette voie, cela aura un coût réel pour la Chine ».

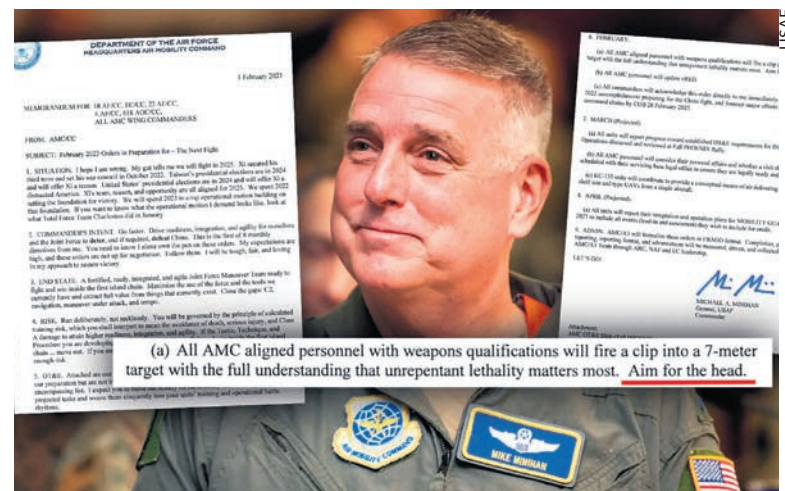
Derrière ce qui reste, pour l'instant, un bras-de-fer diplomatique, il y a toute l'arrogance de la première puissance militaire et économique mondiale, sûre de son bon droit, celui du plus fort qui entend dicter sa loi à la planète. Que l'État impérialiste le plus puissant accuse les pays qui s'opposent à lui, ou pourraient le vouloir,

d'être des agresseurs ennemis de la démocratie, c'est une constante de la politique des grands États occidentaux, y compris quand, pour faire respecter leur ordre mondial, ils mettent à feu et à sang d'autres pays et leurs populations. On l'a constaté du Vietnam à l'Algérie, de l'Irak à l'Afghanistan et en tellement d'autres occasions.

Dans le cas de la guerre qui oppose en Ukraine la Russie au bloc de l'OTAN, il s'agit de cela aussi, mais pas seulement. Les États-Unis et leurs alliés veulent empêcher que des pays menacés par leur puissance hégémonique fassent bloc pour y résister.

Ainsi, en représailles de ce qu'il fournit des drones de combat à la Russie, l'Iran vient de voir s'abattre des sanctions américaines sur ses entreprises qui fabriquent et acheminent ces armes : leurs avoirs et biens situés aux États-Unis sont gelés.

S'agissant de la Chine, qui subit déjà certains embargos sur des productions ou fournitures que l'Occident considère comme stratégiques, les menaces de Washington sont d'un autre niveau. Dans la



Le général américain Minihan prédisant la guerre.

perspective d'une guerre plus large que celle d'Ukraine, une guerre de « haute intensité » dont les dirigeants politiques et militaires occidentaux parlent ouvertement, c'est la Chine qui devient leur cible principale.

Pour eux, il s'agit de préparer les peuples à cette nouvelle guerre en leur désignant par avance l'ennemi à combattre. Ainsi, parmi d'autres de son acabit, le général Minihan, chef des forces aériennes aux États-Unis, a déclaré dans une note interne, confirmée ensuite par le Pentagone : « J'espère me tromper. Mais

mon instinct me dit que nous combattons en 2025. » Et cela vise la Chine.

Si les travailleurs veulent vivre en paix, ils doivent d'abord refuser toute solidarité avec de tels fauteurs de guerre. Mais ils doivent aussi se préparer à transformer cette guerre menée contre les peuples en une guerre sociale, une guerre de classe contre le système capitaliste. Car il faut renverser ce système qui « porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », comme disait Jaurès à la veille de la Première Guerre mondiale.

Pierre Laffitte

## États-Unis : l'industrie militaire touche le gros lot

Le conflit en Ukraine et les perspectives de guerre ailleurs dans le monde font des heureux chez les marchands de canons. Ceux des États-Unis décrochent le pompon.

Il faut dire que le budget militaire américain s'élève pour 2023 à 858 milliards de dollars, un record historique. Cela représente 38 % des dépenses mondiales cumulées, alors que la population américaine ne représente que 4 % de celle de la planète. Par comparaison, la Chine aujourd'hui dénoncée, et dont la population est quatre fois supérieure à celle des États-Unis, dépense quelque 300 milliards de dollars pour sa défense. La Russie y a consacré 66 milliards en 2022, soit douze fois moins que les États-Unis. Par ailleurs, le Congrès américain a approuvé 112 milliards d'aides à l'Ukraine, dont une bonne part en assistance militaire. Taïwan va aussi recevoir 18 milliards de dollars pour s'équiper contre la Chine.

Les premiers bénéficiaires de cette manne sont des industriels américains. Dans le

monde, les cinq plus grandes compagnies d'armement sont basées aux États-Unis : Lockheed Martin, Raytheon, Boeing, Northrop Grumman et General Dynamics. Les industriels européens sont loin

derrière, et Airbus, qui produit des avions militaires, se trouve à la 14<sup>e</sup> place de ce classement, avec des ventes six fois inférieures à celles de Lockheed.

Raytheon, qui fabrique les missiles antiaériens Stinger et, avec Lockheed, les missiles antichars Javelin, a recruté 30 000 salariés en 2022, soit 20 % d'effectifs en plus.

« Nous avons vendu ces dix derniers mois autant de missiles Stinger qu'en six ans », se réjouissait en décembre le PDG de Raytheon, la compagnie ayant exporté 1 600 de ses missiles vers l'Ukraine.

Lockheed Martin produit notamment des F-35, un avion de combat équipant une quinzaine de pays, l'Allemagne et la Suisse

venant de passer les dernières commandes. La firme produit également des lance-roquettes multiples Himars, qui tirent à 80 km, et que les États-Unis livrent également à l'Ukraine. La production tourne maintenant jour et nuit, sept jours sur sept, pour passer de 60 à 96 systèmes par an. Northrop, qui fabrique des bombardiers, des munitions et des systèmes spatiaux, a également vu ses commandes exploser. Chiffre d'affaires, bénéfices et cours des actions : tous les voyants sont au vert.

Dans un discours contre la guerre, en juin 1918, le socialiste américain Eugene Debs rappelait qu'au Moyen-Âge, « quand les seigneurs féodaux voulaient agrandir leur domaine, accroître leur puissance, leur prestige et leur richesse, ils se déclaraient la guerre », mais c'étaient les pauvres qui la faisaient. Les seigneurs des temps modernes, les « barons de Wall Street », ajoutait-il déjà, en font autant. C'est toujours le cas.

Michel Bondelet



Usine Raytheon de production de missiles en Alabama.



# Israël-Palestine : les violences de l'extrême droite et des colons

La ville palestinienne d'Howwarah, située dans le nord de la Cisjordanie, a été attaquée dans la soirée du dimanche 26 février par des groupes de colons, devant des militaires israéliens passifs, voire complices.



Raid de l'armée israélienne sur Naplouse, le 22 février.

Plusieurs centaines de personnes, venant des colonies israéliennes implantées autour d'Howwarah, ont pu en toute impunité se livrer à un pogrom anti-palestinien, saccageant et incendiant de nombreux bâtiments, détruisant une centaine de voitures et blessant une centaine de personnes. Un Palestinien a trouvé la mort, victime, d'après ses proches, des tirs de soldats israéliens.

Ce déchaînement de violence des colons intervient après que deux d'entre eux ont été tués par un tireur palestinien. Mais cet attentat faisait lui-même suite à un raid mené par l'armée israélienne à Naplouse mercredi 22 février, qui a fait onze morts et une centaine de blessés, ce qui en fait le plus meurtrier depuis 2005.

Une fois n'est pas coutume, les autorités américaines ont exprimé leur

condamnation de l'attaque d'Howwarah, qualifiée de « totalement inacceptable » par le porte-parole du Département d'État, Ned Price, lors d'une conférence de presse. « Nous attendons du gouvernement israélien qu'il veille à ce que les responsables de ces attaques répondent pleinement de leurs actes et qu'ils soient poursuivis en justice », a-t-il ajouté. D'après la police israélienne, seuls huit colons auraient été arrêtés, et six ont déjà été libérés. Les colons continuent donc de bénéficier d'une quasi totale impunité.

Il n'en reste pas moins que l'administration américaine semble se préoccuper d'éviter une révolte générale des Palestiniens, à l'image des Intifada des années 1980 et 2000. Ainsi, sous la pression de Washington, un sommet régional s'est tenu dimanche 26 février à Aqaba, en Jordanie, en présence de responsables israéliens, palestiniens, jordaniens, égyptiens et américains. Ils se sont engagés à « prévenir toute nouvelle violence » et à œuvrer en vue d'une « désescalade », selon les termes du communiqué final, notamment en arrêtant les « mesures unilatérales pendant une période de trois à six mois. »

Mais quelles que soient ses intentions, même le Premier ministre Benjamin Netanyahu n'a pas les mains libres. Pour disposer d'une majorité à la Knesset, le Parlement israélien, et rester au pouvoir, il a besoin du soutien de l'extrême droite, qui compte ainsi plusieurs ministres dans le gouvernement. Et ceux-ci ne se sont pas gênés pour exprimer leur désaccord : « Je ne sais pas de quoi on parlait ou pas en Jordanie », a réagi l'un d'entre eux. Un autre, dirigeant du parti d'extrême droite Sionisme religieux, a déclaré : « Il n'y aura pas de gel des constructions et des développements dans les implantations, même l'espace d'une journée, et c'est sous mon autorité. »

L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir et son influence de plus en plus décisive sur la politique du gouvernement suscite l'inquiétude dans une partie de la population. Depuis des mois, des manifestations réunissant des dizaines de milliers de personnes ont lieu chaque samedi pour s'opposer au projet de réforme du système judiciaire. Ceux qui manifestent craignent, à juste titre, que la diminution des pouvoirs

de la Cour suprême permette aux partis d'extrême droite d'accroître leur emprise sur la vie politique et sociale.

Il est vrai que parmi les initiateurs des manifestations figure l'ancien Premier ministre de droite Yair Lapid, qui cherche à revenir au pouvoir en confortant son image d'opposant à Netanyahu. Mais, parmi ceux qui manifestent, beaucoup se préoccupent sincèrement de s'opposer à cette évolution. Certains d'entre eux dénoncent ainsi « le gouvernement des colons qui met le pays à feu et à sang ». Mais, pour ouvrir une perspective différente, mettre en avant la défense d'une démocratie qui n'a jamais existé pour les Palestiniens ne suffira pas.

Le seul espoir pour la population israélienne de sortir de l'impasse sanglante dans laquelle ses dirigeants l'ont conduite implique de remettre en cause des politiques de colonisation, de spoliation menées à l'égard des Palestiniens par l'État israélien depuis sa naissance et de se débarrasser des dirigeants qui la conduisent. Il n'y a pas d'autre moyen pour réussir à vivre ensemble sur la terre de Palestine.

Marc Rémy

## Afrique : pillée par TotalEnergies

La Tanzanie a donné son accord, mardi 21 février, à la construction de l'oléoduc East African Crude Oil Pipeline (Eacop). Outre les ravages environnementaux à prévoir, cet énorme projet pétrolier est dénoncé depuis des années par les populations locales et les ONG.

Le projet est en effet synonyme de confiscation de terres et du délogement de dizaines de milliers de paysans. Mais les profits escomptés par les actionnaires pèsent plus lourd, particulièrement ceux de Total qui détient 62 % des parts.

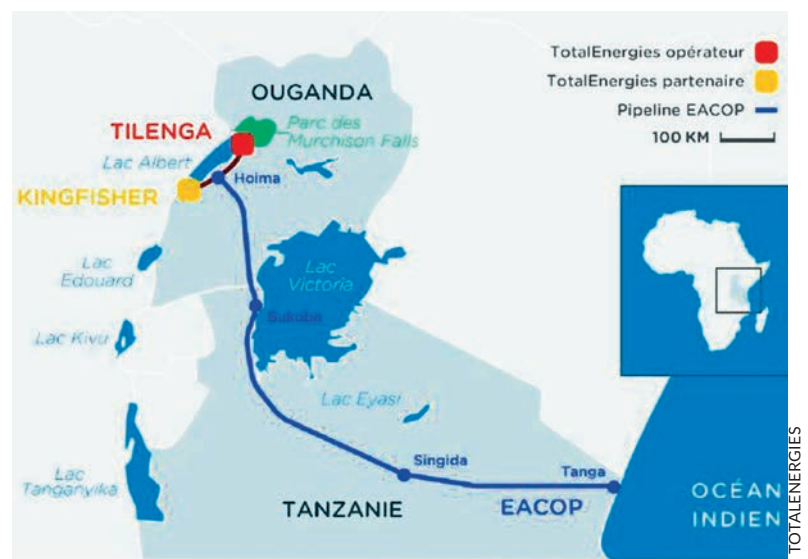
L'Eacop doit relier sur 1 443 kilomètres les champs de pétrole du lac Albert en Ouganda au port de Tanga en Tanzanie, sur l'océan Indien. Il a la particularité d'être chauffé à 50 degrés sur tout son trajet, du fait de la forte viscosité du pétrole brut ougandais. De plus, d'après un rapport publié en

octobre 2022 par les associations Les amis de la Terre et Survie, environ 118 000 personnes parmi les paysans des régions où sera extrait puis acheminé le pétrole, seront chassées de leurs terres. Les multiples témoignages relayés par les médias depuis des années font état d'intimidations et de menaces, émanant des forces de sécurité de TotalEnergies et des forces armées ougandaises et tanzaniennes. Plusieurs leaders de communautés et des membres d'ONG locales ont été arrêtés et doivent aujourd'hui se cacher du fait de leur opposition au projet.

La multinationale pétrolière ne bien entendu tout cela. Elle parle sur son site d'« attention forte au respect des droits des communautés » et explique que toutes les familles ont droit à une compensation financière. Dans les faits, de nombreux paysans chassés il y a plusieurs années disent n'avoir toujours rien perçu. Et même si ce devait être le cas, les sommes resteraient dérisoires face à la perte de leurs terres nourricières et du fait de l'inflation.

L'oléoduc menace aussi le plus grand bassin d'eau douce d'Afrique, le bassin du lac Victoria, dont plus de 40 millions de personnes dépendent. Les militants des ONG locales redoutent les fuites de pétrole, en se basant sur l'exemple catastrophique du Nigeria.

Le pillage impérialiste,



qui est au cœur de toute l'histoire de TotalEnergies et de son ancêtre Elf, se poursuit, avec le soutien indéfectible de l'État français. Macron s'en défend depuis des années, et vient de réaffirmer le 27 février qu'il « n'y a plus de politique africaine de la France ». Dans les faits, il cherche juste à lui donner une forme plus

discrète. L'Élysée a ainsi dû reconnaître que le président avait écrit en mai 2021 une lettre au président ougandais Museveni, dans laquelle il affirme souhaiter une accélération du chantier Eacop. Face à la loi du profit, le sort de la planète et des êtres humains compte pour rien.

Thomas Baumer



## Migrants : ouvrez les frontières !

**Dimanche 26 janvier, un vieux bateau de pêche chargé de 120 à 200 migrants afghans, pakistanais ou turcs s'est brisé sur une plage de Calabre, au sud de l'Italie.**

On compte 80 rescapés et le bilan des morts, provisoirement 64, s'alourdit jour après jour. Les secours auraient été impossibles à 150 mètres du rivage ? C'est difficile à croire : en réalité, Frontex, l'agence européenne de surveillance, avait repéré le bateau la veille, puis rien ne s'est passé.

Le gouvernement italien d'extrême droite de Giorgia Meloni n'en a pas moins osé exprimer sa « profonde douleur » après ce drame, alors qu'il a fait voter une loi

interdisant aux ONG de récupérer les rescapés de plusieurs naufrages, en consignnant leurs bateaux dans les ports. Son ministre de l'Intérieur a même évoqué l'inconscience de ces migrants partis avec des enfants sur une mer démontée !

Meloni a mis en cause les autres gouvernements européens, et il est vrai qu'elle partage avec eux la responsabilité de ce qui est un véritable crime.

Il est difficile de dire qui est plus ignoble, des gouvernements des pays du

sud du continent, premiers rivages accessibles, devenus les chiens de garde des côtes européennes ou ceux des autres pays européens refusant catégoriquement d'ouvrir leurs frontières, sauf exceptions choisies et utiles à leur économie. D'où une bataille de chiffonniers pour envoyer les rescapés chez les voisins.

Le résultat, ce sont les 2500 morts ou disparus en Méditerranée en 2022, et au total 25 000 entre 2014 et 2023. C'est là l'œuvre criminelle des gouvernements des pays riches.

Les victimes du dernier naufrage, Pakistanais, Afghans, ou Turcs tentaient de fuir la misère, la guerre et leurs gouvernements dictatoriaux.

Ouvrir les frontières, laisser ces candidats à l'exil voyager de façon sûre pour venir se fondre parmi leurs frères d'Europe, serait le moyen de sauver toutes ces vies et relève de l'humanité la plus élémentaire.

**Sylvie Maréchal**



Restes du bateau de pêche brisé.

## Tunisie : une campagne xénophobe

**« Il existe un arrangement criminel préparé depuis le début du siècle pour modifier la démographie de la Tunisie, afin qu'elle soit considérée comme un pays africain uniquement et estomper son caractère arabo-musulman ». C'est ce qu'a déclaré le 21 février, à la télévision nationale, le président tunisien Kais Saïed.**

Le président a ainsi évoqué des « masses incontrôlées ... venues du sud », des « hordes de migrants clandestins » venus d'Afrique noire. Ce langage est bien proche des propos odieux du « grand remplacement » et d'ailleurs salué par leur auteur Éric Zemmour.

Saïed a même fait allusion à « des groupes mafieux qui ont intérêt à créer cette situation de chaos et de panique ». La campagne contre les migrants subsahariens, déjà lancée bien avant sur les réseaux sociaux, exagérant inconsidérément leur nombre alors qu'ils ne représentent que 0,2 % des 12 millions d'habitants, vient s'ajouter à une autre. Kais Saïed tente d'endiguer son impopularité qui s'accroît depuis son coup de

force de juillet 2021 et qui se manifeste au sein de la population travaillante, comme l'a montré l'abstention de près de neuf électeurs sur dix lors des récentes élections législatives.

Élu en 2019 par des électeurs qui voyaient en lui un président décidé à lutter contre le système de corruption que fait régner, depuis des décennies, la bourgeoisie au pouvoir, Kais Saïed a rapidement déçu. Évoluant vers un pouvoir autoritaire, il a limogé deux gouvernements, puis dissous le Parlement. Toujours au nom de la lutte contre la corruption, il a successivement tenté de faire taire des représentants des partis politiques au pouvoir avant lui, avant de s'en prendre à des journalistes,

et même d'arrêter le directeur de la très écoutée Radio Mosaïque.

À présent, Kais Saïed s'attaque aussi à des ONG, à des représentants syndicaux hostiles à sa politique. Il lance sa police contre des manifestations de sans-emploi des régions les plus pauvres, comme celle de Gafsa. Des sit-in de chômeurs y protestent régulièrement, depuis des mois, contre les dirigeants de l'usine de phosphates, qui n'embauchent que sur recommandation.

Cette campagne anti-migrants est d'évidence une tentative de détourner le mécontentement de la population la plus pauvre, qui subit de plus en plus les effets de la crise mondiale dans ce petit pays aux richesses siphonnées par la bourgeoisie locale, et par les capitalistes français. Le chômage atteint officiellement 13% pour les hommes, 20% pour les femmes. L'alimentation, viande, œufs, huile, a vu ses prix exploser. Une pénurie touche les produits

## États-Unis : expulsions massives programmées

**Le 21 février les ministères américains de la Sécurité intérieure et de la Justice ont posé les bases d'une nouvelle législation anti-migrants.**

Depuis l'épidémie de Covid, l'administration de Trump puis celle de Biden se sont appuyées sur des dispositions sanitaires pour suspendre les demandes d'asile de ceux qui avaient traversé la frontière clandestinement. En 2022, Biden a ainsi expulsé deux millions de personnes, un record.

En mai prochain, l'arsenal juridique anti-Covid, et sa déclinaison anti-migrants, prendra fin. Biden prépare donc de nouveaux textes pour continuer de refouler systématiquement les travailleurs et les familles originaires d'Amérique latine et du monde entier.

Les associations d'aide aux migrants et les

militants qui protestaient contre la politique inhumaine du républicain Trump élèvent à présent la voix contre le démocrate Biden. Ceux qui ont voté pour lui en 2020 et à nouveau en novembre dernier pour le Parti démocrate, en croyant s'opposer au racisme sous-jacent de la présidence de Trump, se sentent floués.

En présentant la venue de migrants comme un problème de santé publique ou de sécurité, Biden ne peut qu'encourager le racisme et aider l'extrême droite à semer le poison de la division dans les rangs ouvriers. Le président démocrate marche dans les pas de Trump.

**Lucien Détroit**



Tunis, le 25 février.

de première nécessité importés, le sucre, le café, le riz ainsi que les hydrocarbures. Nourrir sa famille et ses chèvres devient problématique avec l'inflation. L'industrie du tourisme a reflué elle aussi depuis l'attentat terroriste du Bardo en 2015, attribué à des émules de Daech, puis la pandémie de Covid.

Afin d'obtenir un prêt du FMI, encore en suspens, Kais Saïed a diminué en décembre les subventions aux produits de base, aggravant évidemment la situation de milliers de familles. La finance internationale considère pourtant que la dette tunisienne, représentant 85% du PIB, devra être payée tôt ou tard par la population !

Le mécontentement se tourne parfois contre les migrants : la campagne lancée avec l'autorité du président s'appuie sur des réactions racistes et xénophobes : on expulse des locataires d'origine subsaharienne, on agresse des Africains noirs, comme récemment à Sfax. Aux grèves récurrentes contre les salaires impayés, les conditions d'embauche et de travail, au mécontentement grandissant contre la pauvreté, s'ajoutent désormais et heureusement, comme à Tunis le 25 février, des manifestations protestant contre cette campagne odieuse et la dictature rampante instaurée par le président.

**Viviane Lafont**



## Mars-avril 1963: les mineurs en grève résistent à la réquisition

Pendant plus d'un mois, du 1<sup>er</sup> mars au 5 avril 1963, les mineurs en grève affrontèrent le pouvoir de De Gaulle, ignorant notamment son ordre de réquisition. Alors que syndicats et partis de gauche le présentaient comme un pouvoir fort face auquel on ne pouvait rien faire, le mouvement des mineurs démontra qu'il ne l'était que tant que personne ne se dressait contre lui.

Au début de l'année 1963, les bassins houillers avaient été touchés par des grèves. Les mineurs réclamaient des augmentations de salaire, mais étaient également inquiets de la politique des Houillères, alors nationalisées. Le gouvernement Pompidou commençait à fermer des puits. Mais, pour la CGT, il n'était pas question d'affronter de front ce gouvernement. Elle préconisait la « grève des bras croisés », consistant à travailler au ralenti.

Lorsque des négociations salariales s'ouvrirent le 15 février 1963, la CGT revendiquait 11 % d'augmentation, justifiant ce chiffre par le retard des salaires dans les mines sur ceux du secteur privé. Cette manière de poser le problème excluait d'emblée la possibilité que la revendication puisse être reprise par l'ensemble de la classe ouvrière. Les Houillères et le gouvernement ne voulant céder que 5,77 % d'augmentation, la CGT se contenta d'appeler à une journée de grève le 1<sup>er</sup> mars, suivie de grèves du rendement. C'est alors que le gouvernement annonça qu'il réquisitionnerait les mineurs.

### Le début de la grève

La grève du 1<sup>er</sup> mars fut un succès qui dépassa largement les attentes de la CGT. Presque totale dans les puits du Nord, du Pas-de-Calais et de Lorraine, des mineurs de fond aux ingénieurs, elle fut aussi suivie dans les mines de fer, de potasse, de bauxite et d'uranium. De Gaulle signa alors un décret de réquisition qui précisait : « Les agents intéressés devront se mettre sans délai à la disposition des établissements désignés pour assurer le service qui leur sera demandé. »

Ce décret, pris en application d'une loi de juillet 1938 concernant « l'organisation générale de la nation en temps de guerre », était une atteinte sans précédent au droit de grève, visant non seulement les mineurs mais l'ensemble de la classe ouvrière. Tout mouvement de protestation pouvait désormais être interdit.

Face à cette attaque, la CGT se limita à appeler à une grève générale de 15 minutes dans tout le pays, qui fut largement suivie. Surtout, les mineurs refusèrent de descendre. La réquisition fut effective le 1<sup>er</sup> mars pour les cokeries et le 4 mars pour les mineurs du Nord, du Pas-de-Calais et de Lorraine. La CGT appela à faire la « grève des bras croisés » dans les cokeries. Mais, dès le 2 mars, la grève fut totale dans le Nord et le Pas-de-Calais. Elle fut suivie à 95 % en Lorraine. Les mines de l'Hérault, de l'Aveyron, des Cévennes se mirent également en grève. Les mineurs traitaient le décret de De Gaulle comme un vulgaire chiffon de papier.

Le 4 mars, les CRS arrivèrent autour des puits de mine. Un correspondant du journal *L'Humanité* décrit ainsi ce qui se passa à Forbach comme dans tous les bassins houillers : « Des véhicules chargés de CRS



Le 5 mars 1963, manifestation à Forbach.

stationnent le long de la route nationale et des gendarmes mobiles patrouillent sur le carreau des mines. » Mais cette tentative d'intimidation policière resta sans effet. Dès lors, les mineurs allaient résister pendant cinq semaines à un gouvernement qui, n'ayant pu les forcer à travailler, cherchait en vain à les affamer. Des cortèges de grévistes applaudis par la population n'allaient cesser de parcourir la région, fanfares ouvrières en tête, en scandant : « Pas de sous, pas de charbon ».

### La CGT laisse les mineurs isolés

La résistance acharnée des mineurs face au coup de force de De Gaulle posait clairement le problème de l'extension de la grève, d'autant plus que les mineurs jouissaient d'un large soutien dans le pays et que le mouvement était susceptible d'ouvrir une crise politique. Mais la direction de la CGT, alors fermement tenue par le PCF, se garda bien de s'engager dans cette voie. Tout en organisant des actions de solidarité avec les mineurs en grève, elle

n'appela à aucun moment le reste de la classe ouvrière à les rejoindre dans un mouvement d'ensemble contre le pouvoir gaulliste et le patronat.

Il y eut ainsi des appels à des grèves de solidarité chez les électriciens, les gaziers, à la SNCF ou à la Poste. Il s'agissait de débrayages de quelques heures, parfois d'une journée entière, auxquels les travailleurs répondirent présents. La solidarité financière fut aussi organisée, sur le thème : « Les mineurs comptent sur les milliards de la solidarité ». La CGT appela au versement d'une journée de salaire pour les mineurs. Mais rien de tout cela ne pouvait suffire à faire plier le gouvernement.

### La fin de la grève

Le 27 mars, de Gaulle annonça que le gouvernement proposait 6,5 % d'augmentation au 1<sup>er</sup> avril, portés à 7,25 % en juillet et 8 % au 1<sup>er</sup> octobre. Les journées de grève n'étaient pas payées. La CGT signa l'accord et appela à la reprise, mais une vague de colère s'exprima parmi les grévistes. Ceux-ci huèrent le secrétaire de la fédération CGT du sous-sol et refusèrent l'accord.

Le premier jour, 50 % des mineurs ne reprirent pas le travail. Certains piquets tentèrent spontanément de faire continuer la grève mais, désormais sans direction et sans perspectives, les mineurs reprirent le travail la rage au ventre. Le 5 avril, la grève était terminée.

Dans le numéro du 8 avril 1963 de leur journal *Voix*

*Ouvrière*, nos camarades rapportent ainsi comment les mineurs exprimèrent leur colère : « Quelque 3 000 mineurs ont manifesté à Lens au chant de L'Internationale sous les fenêtres du siège de la CGT, afin de protester contre la trahison de leur lutte par les chefs de la classe ouvrière. D'habitude, au cours des manifestations organisées par le PCF ou la CGT, s'il arrive que quelques manifestants entonnent l'Internationale, ils se font immédiatement traiter de provocateurs par les dirigeants "communistes" qui, eux, ne connaissent qu'un seul chant, La Marseillaise, un seul drapeau, celui de la bourgeoisie. Seulement, quand les travailleurs entrent sérieusement en lutte, ils retrouvent le vieux chant et le drapeau rouge du prolétariat. Ils trouvent également face à eux les flics et les CRS tricolores, et leurs propres "dirigeants" qui le sont aussi pour saboter leur lutte. »

Cette grève avait marqué un retour de la classe ouvrière sur la scène. Elle montrait à toute une génération que de Gaulle n'était pas le « pouvoir fort » que décriaient à l'envi les dirigeants syndicaux. Des travailleurs massivement en lutte peuvent mettre un gouvernement bourgeois en échec, cependant pour vaincre, ils ne doivent pas se fier à la direction syndicale, mais se donner les moyens de diriger eux-mêmes leur mouvement. Cette leçon de 1963 est toujours d'actualité.

Daniel Mescla





## PSA-Stellantis : une pluie de milliards... grâce à l'exploitation

**Avec près de 17 milliards d'euros de bénéfices pour le groupe PSA Stellantis, c'est la première fois qu'un constructeur automobile atteint des profits équivalents à ceux des trusts pétroliers. Ces sommes hallucinantes montrent à quel point l'exploitation des travailleurs s'est aggravée depuis plusieurs années.**

Il y a à peine dix ans, la direction de PSA et la famille Peugeot essayaient de faire croire que le groupe était au bord de la faillite. Cela avait servi avant tout à justifier les licenciements et les fermetures d'usines comme celle d'Aulnay en 2014. C'était un énorme mensonge, confirmé aujourd'hui, quand on mesure l'explosion des profits et les milliards accumulés.

En 2020, ce qui n'était encore que PSA annonçait

deux milliards d'euros de profits. Il fallait y ajouter les deux milliards de bénéfices enregistrés par Fiat Chrysler (FCA) en voie de fusionner l'année suivante avec PSA pour former le groupe Stellantis : quatre milliards à eux deux, malgré le Covid et la pénurie des semi-conducteurs. En 2021, le bénéfice du nouveau trust Stellantis atteignait 13,3 milliards, trois fois plus. Quant à la rentabilité du capital pour les actionnaires,

mesurée par la marge opérationnelle, elle est passée en deux ans de 7 à plus de 14%. Cela donne une idée assez claire de l'aggravation de l'exploitation. Car c'est bien sur le dos des travailleurs que ces milliards sont extirpés. Certes, le prix des voitures a aussi augmenté. Mais la principale source de profits est bien le travail des salariés.

Stellantis a supprimé en deux ans 130 000 emplois dans le monde, faisant chuter l'effectif de 390 000 salariés à 260 000 pour une production constante. Partout, ceux qui restent travaillent deux fois plus, avec des horaires à rallonge, un épuisement immense et des maladies professionnelles

qui se multiplient.

Alors, pour tenter de faire passer la pilule, Carlos Tavares, PDG du groupe, a annoncé une prime d'intéressement. Les intérimaires et les sous-traitants en sont exclus. La quasi-totalité des salariés en CDI ne toucheront pas les 3 900 euros net (4 300 euros brut) car pour cela, il faut avoir été à 100% présent durant toute l'année 2022 sans exception ou grève. La somme annoncée est d'ailleurs différente dans les usines des autres pays.

À l'annonce du montant, dans toutes les usines du groupe en France, le mécontentement a prédominé. Car, au vu des bénéfices record, les travailleurs

s'attendaient à bien plus. Carlos Tavares, quant à lui, a été grassement remercié par les actionnaires : son salaire est passé de 19 à 24 millions d'euros l'année, soit 66 000 euros par jour, samedis et dimanches compris. Les quelques actionnaires dont font partie les familles Peugeot et Agnelli se sont réservé la part du lion : 4,2 milliards d'euros de dividendes.

Alors les travailleurs ont toutes les raisons d'imposer, par leur mobilisation, des augmentations générales uniformes de salaires de plusieurs centaines d'euros et surtout que ceux-ci suivent l'augmentation réelle des prix!

**Marion Ajar**

## Groupe Safran : les travailleurs en action pour les salaires



Mardi 28 février, près de 400 travailleurs de plusieurs sites du groupe Safran de la région parisienne, Corbeil, Villaroche, Saint-Quentin, Gennevilliers, Montereau, ont manifesté devant la direction à Corbeil contre les propositions d'augmentation de salaires.

En effet la direction parle d'accorder 100 euros brut par mois. Cela signifie, vu les hausses des prix actuelles, une baisse du pouvoir d'achat.

Il y a deux semaines, un rassemblement avait déjà eu lieu à Corbeil. À Villaroche, plusieurs débrayages

et heures d'information syndicale avaient regroupé près de 700 personnes et des travailleurs de plusieurs ateliers de ce site étaient en grève totale depuis jeudi 23 février.

Après des prises de parole à l'entrée du site, rappelant le lien de la lutte pour les salaires avec la lutte pour les retraites, et des interventions d'enseignants, de travailleurs des raffineries, d'étudiants, un défilé a eu lieu sur place. Et avant de se quitter, il a été décidé de continuer la mobilisation les jours suivants.

**Correspondant LO**

## Pfas : polluants éternels pour profits actuels

**D'après une enquête réalisée entre autres par Le Monde, les substances per-et polyfluoroalkylées (Pfas) constitueraient « l'une des plus graves contaminations auxquelles le monde est aujourd'hui confronté ».**

Ces Pfas sont utilisées un peu partout dans l'industrie : dans le téflon des ustensiles de cuisine, dans les vêtements gore-tex, dans de nombreux composants industriels comme les semi-conducteurs, dans les emballages alimentaires, etc. Elles seraient responsables d'une multitude de pathologies allant des cancers aux maladies cardio-vasculaires, qui toucheraient deux millions de personnes rien qu'en France. Par rejets d'eau polluée dans les rivières, émissions dans les airs et même enfouissements illégaux de déchets, les entreprises utilisant ces substances contamineraient l'eau, l'air, le sol et l'ensemble de la chaîne alimentaire, et celles-ci sont tellement indestructibles qu'on les surnomme « polluants éternels ».

D'après *Le Monde*, des chercheurs de grands groupes de la chimie, comme 3M et DuPont (aujourd'hui Chemours), ont découvert dès 1961 leur dangerosité. Mais comme d'habitude, leurs patrons les ont empêchés de dévoiler ces informations en s'appuyant sur

le secret industriel. Ils ont même intensifié l'utilisation de ces substances car elle leur rapportait beaucoup.

Pire, ces trusts de la chimie ont créé et financé des officines de propagande, comme PlasticEurope, dont l'objectif est de minimiser voire de nier la nocivité de ces substances et de vanter les mérites de nouvelles Pfas qui sont pourtant souvent aussi dangereuses que les anciennes.

Les auteurs de l'enquête disent aussi avoir eu beaucoup de mal à obtenir des informations précises, tant la loi de l'omerta règne dans le monde patronal. Et bien sûr, ils n'ont pas pu compter sur l'aide des États nationaux et des institutions

européennes, qui comme toujours freinent des quatre fers quand il s'agit d'aller contre les intérêts de leurs capitalistes.

Cette enquête, même si elle donne pour la première fois une vision globale de la pollution, n'a pu dresser une liste précise ni des endroits les plus contaminés, ni même des usines produisant ces Pfas en Europe, sans parler de celles qui les utilisent. Les travailleurs de ces entreprises, qui avec les riverains de ces sites industriels sont les plus menacés par cette pollution, pourraient facilement fournir les informations, mais ils n'en ont pas le droit et risquent le licenciement.

Ce scandale des « polluants éternels » est un exemple de plus des risques que court l'humanité à laisser l'économie entre les mains des capitalistes.

**Arnaud Louvet**



L'usine Arkema de Pierre-Bénite, près de Lyon, qui produit des Pfas.



## Toyota – Onnaing : **bénefices** et flagrant délit de mensonge

Les 20 et 22 février, le journal *Les Échos* titrait : « [Au Japon] Toyota va accepter des revendications salariales sans précédent depuis vingt ans », et « Automobile : l'usine Toyota de Valenciennes devient la première usine française ». Dans cette usine du Nord, voilà des articles qui ont été lus et ont suscité des réactions et des discussions entre ouvriers.

Que Toyota soit le premier site de production en France, avec 255 936 voitures produites en 2022, (en hausse de 24 %) ce n'est pas un scoop. C'est tous les jours que les ouvriers le paient dans leurs muscles et leurs articulations avec les cadences toujours plus élevées, les postes de travail surchargés, les heures supplémentaires, les samedis ou dimanches travaillés.

La fable servie depuis toujours par la direction consiste à dire que l'usine Toyota d'Onnaing est déficitaire. Elle ne convainquait déjà plus personne, mais on a là vraiment la démonstration, par la direction de Toyota elle-même, que c'est un pur mensonge. Un artifice comptable permet

à Toyota de ne pas déclarer de bénéfices à l'usine d'Onnaing, et il a deux conséquences : depuis des années, elle ne paie pas d'impôts sur les bénéfices... et pas de prime de participation aux salariés non plus ! Par contre, rien que pour l'année 2022, le groupe Toyota a engrangé plus de 20 milliards d'euros de bénéfices à l'échelle mondiale.

Comme partout, la préoccupation principale des ouvriers est les salaires trop bas face aux prix qui ne cessent d'augmenter. Ces chiffres ont au moins permis de rappeler que cet argent, ces bénéfices sont le produit de leur travail, et que la moindre des choses serait qu'ils puissent vivre correctement. Beaucoup

verraient donc d'un bon œil au minimum une prime « à 4 chiffres », et certains espèrent même qu'elle arrivera d'elle-même. Mais la question n'est pas de demander l'aumône ni une prime au bon vouloir du patron, qui permettrait juste de combler les découverts en banque. Ce qui serait nécessaire, ce sont des augmentations de salaire d'au moins 400 euros par mois, et que les salaires suivent l'augmentation réelle des prix.

Pour que l'on cesse de s'user au travail, cet argent devrait aussi servir à embaucher massivement, à commencer par tous les CDD et les intérimaires qui le souhaitent, pour alléger la charge de tous. Pour obtenir tout cela, la grève serait la seule arme des travailleurs. Des centaines à l'usine l'ont déjà expérimentée lors des journées pour les retraites et s'apprêtent à le refaire. Cela peut être une première étape.

Correspondant LO

## RATP : les JO comptent plus que les usagers

La RATP vient d'annoncer un plan exceptionnel de recrutement de 6 600 salariés. Il concernerait des conducteurs de bus, de métro, des agents de station, de maintenance, de sécurité, des ingénieurs.

La RATP rompt donc avec la politique suivie depuis 2018, début d'un plan de 1 000 suppressions de postes négocié avec la région et sa présidente, Pécresse. Selon les derniers chiffres connus, les effectifs sont de 43 752 salariés, soit 1 000 de moins qu'il y a un an seulement !

Des années d'économies sur les effectifs et sur la maintenance ont dégradé le service aux voyageurs, réduit le nombre de bus et de métros, augmenté les délais d'attente pour les usagers, obligés de s'entasser toujours davantage et de partir plus tôt de chez eux.

Même avant le Covid, lorsque le service était à 100 %, le sous-effectif amenait la direction à solliciter continuellement les conducteurs de bus pour venir travailler sur leurs repos. Récemment, la situation s'était encore dégradée avec le gel

des recrutements de conducteurs de bus et la vague de démissions qui a suivi une nouvelle dégradation brutale des conditions de travail.

Ces annonces susciteront peut-être un peu d'espoir du côté des usagers des transports, mais ce rétropédalage aujourd'hui de la part de la direction de la RATP est surtout dû à sa préoccupation de réussir la Coupe du monde de rugby en 2023 et les Jeux Olympiques en 2024. Il faut l'annonce de tels événements sportifs et l'attente de leurs retombées économiques pour que les choix de l'État derrière la RATP s'inversent !

Pour recruter, la RATP évoque « l'attractivité des salaires, la sécurité de l'emploi, et les possibilités d'évolution au sein du groupe ». Elle ne dit pas que les conducteurs de bus recrutés seront moins payés que leurs

camarades, privés d'une réévaluation de 290 euros net mensuels accordée suite à l'augmentation récente du temps de conduite et à la perte de plusieurs jours de repos. Leur salaire ne sera que de 1 650 euros net sans les primes, avec des horaires changeant en permanence, sur une amplitude atteignant jusqu'à 13 heures. Quant à l'évolution dans le groupe RATP, il faut plutôt s'attendre au transfert vers des filiales, avec l'ouverture à la concurrence en 2025 qui attend les employés des dépôts de bus et de la maintenance.

Il semble que, pour les dividendes, le business des JO justifie de remettre un peu à flot les transports en commun parisiens. Mais il n'y aurait aucune raison d'accepter que, une fois ces événements sportifs passés, les recrutements soient gelés, des postes supprimés et les usagers réduits à leurs conditions habituelles de transport.

Correspondant LO



À l'hôpital Tenon.

## Hôpital Saint-Antoine Paris : une attaque contre une militante qui ne passe pas

Lundi 20 février, 120 hospitaliers se sont réunis à l'hôpital Saint-Antoine pour apporter leur soutien à Aurélie Jochaud, infirmière dans le service d'hématologie, connue comme co-secrétaire du syndicat CGT de l'hôpital et élue titulaire au CSE central de l'AP-HP (Assistance publique - Hôpitaux de Paris).

Aurélie était convoquée ce jour-là à un entretien disciplinaire pour « *désobéissance à sa hiérarchie et non-respect des recommandations médicales* ». Elle n'a pourtant fait que dénoncer le sous-effectif dans le service, et cette convocation a beaucoup choqué dans l'hôpital tant cette situation est celle de tous les services.

Une pétition a été signée par 1 173 personnes sur l'hôpital Saint-Antoine, plus 500 autres ailleurs à l'AP-HP. De nombreux soignants ont tenu à la faire circuler, voyant que la direction veut faire un exemple avec cette infirmière et faire peser une menace sur tous.

Cinq jours avant l'entretien, la direction a déplacé celui-ci de Saint-Antoine à l'hôpital Tenon. Cela n'a pas empêché, après un rassemblement à Saint-Antoine,

que 150 personnes soient présentes à Tenon au moment de l'entretien, venues de plusieurs hôpitaux, pour affirmer leur soutien à Aurélie. Un nouveau rassemblement a encore eu lieu le lendemain à Saint-Antoine, regroupant 130 personnes.

L'ensemble des responsables CGT de l'AP-HP et de la fédération CGT Santé ont soutenu Aurélie, et exigé la levée de toute mesure disciplinaire. Et, en tout cas à Saint-Antoine, comme ailleurs à l'AP-HP, bien des hospitaliers ne sont pas prêts à laisser passer cette attaque. Derrière une militante appréciée, c'est l'ensemble du personnel qui est visé par une direction qui voudrait que tous baissent la tête et se résignent au sous-effectif. Un nouveau rassemblement est prévu le 6 mars.

Correspondant LO



## EDF-PEI – Guadeloupe : succès des grévistes

**Après 61 jours de grève, les travailleurs d'EDF-PEI (Production électrique insulaire) ont repris le travail sur un succès, vendredi 17 février. Ils ont notamment obtenu que les intérimaires deviennent des salariés intégrés à l'entreprise en conservant leur ancienneté.**

Le roulement des équipes doit aussi être réorganisé, pour permettre d'effectuer moins d'heures de travail. Les travailleurs obtiennent également une indemnité pour leurs trajets, une prime thermique pour la pénibilité dans l'usine, 560 000 euros d'indemnités au total pour les 160 qui sont à la production.

Les travailleurs avaient évalué le montant de cette dernière indemnité à 50 000 euros par salarié pour solde de tout compte sur huit ans, compte tenu de ce que la direction leur devait. Le compte n'y est pas, mais ils entendent poursuivre l'EDF-PEI en justice sur ce point.

La grève a été un succès non seulement matériel mais aussi moral. Les grévistes en sortent

requinqués. Leur solidarité a été forte, malgré les pressions d'une partie de l'opinion publique, privée souvent de courant et travaillée par le milieu patronal. Ce dernier a joué à fond le thème classique de « la prise en otage de la population ». La presse officielle ne s'est

pas gênée pour transmettre les plaintes patronales, reprises parfois par certains éléments de la population.

Soutenus par une fraction des travailleurs et par les syndicats, les grévistes ont tenu bon. Le camp patronal n'a pas pu faire marcher ses sbires sur le piquet de grève et intimider les grévistes, comme il a tenté de le faire. Leur moral et leur détermination ont été les plus forts.

**Pierre Jean-Christophe**



## Amiante : Eternit blanchi par la justice

L'Association nationale des victimes de l'amiante (Andeva) et des associations de victimes des différents établissements de la société d'amiante-ciment Eternit ont porté plainte depuis plus de deux décennies contre l'entreprise et d'anciens dirigeants pour homicides et blessures involontaires. En première instance, les juges avaient prononcé en 2019 un non-lieu en faveur d'Eternit.

Le 8 février, la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris a confirmé le non-lieu. Selon elle, les

personnes mises en examen ne possédaient pas de pouvoir en matière de santé et de sécurité et il n'est pas démontré qu'elles aient commis des fautes personnelles durant les périodes considérées et non prescrites.

Mais, pour les victimes, la société Eternit a été condamnée de très, très nombreuses fois au titre de la faute inexcusable de l'employeur, avec des preuves indiscutables de multiples infractions aux règles d'hygiène-sécurité. Plusieurs centaines de ma-

ladies professionnelles liées à l'amiante ont été reconnues sur les six sites de la société en France. Comment des dirigeants pouvaient-ils ignorer les conditions de travail épouvantables qui régnaient dans leurs établissements et les risques courus par les salariés ?

Les associations ont décidé de se pourvoir en cassation, parce qu'il n'est pas envisageable qu'une telle catastrophe sanitaire ne connaisse pas de procès pénal pour juger les responsables.

**Serge Viard**



## CAF : fraude sociale, l'oubli du principal

Le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, promet d'intensifier la lutte contre la fraude dite sociale. Celle concernant les allocations familiales, l'allocation logement et le RSA serait en progression, et 351 millions d'euros de fraudes auraient été détectés ou évités, notamment sur des comptes à l'étranger.

Attal propose d'interdire à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023 le versement d'allocations sur un compte bancaire étranger. Des bénéficiaires de la CAF ne pourraient donc plus recevoir leurs prestations sur un compte ainsi domicilié, qu'ils aient été ou non fraudeurs. Il veut même aller plus loin et agir pour que « les CAF puissent avoir accès, dans des conditions encadrées, au fichier des passagers aériens », afin de surveiller qui quitte

ou entre en avion sur le territoire.

Certes il existe des fraudeurs, mais Attal oublie juste de dire que la Caisse nationale d'allocations familiales était excédentaire fin 2022 de 2,6 milliards d'euros et que 10 milliards d'euros de prestations n'ont pas été réclamées en 2016, ainsi que 750 millions d'euros de RSA en 2018.

Attal est amnésique aussi à propos des 300 milliards de dollars détenus par des Français dans les paradis fiscaux. Rien que la récupération d'une partie de cette somme par l'État devrait atteindre 14,6 milliards cette année. Les 351 millions représentent une goutte d'eau par rapport au vol en grand organisé par les milliardaires et toléré, de fait, par l'État.

**Correspondant LO**

## Sénalia – Rouen : un profiteur de guerre

Rouen est le premier port exportateur de céréales de l'Europe de l'Ouest. La guerre en Ukraine a été un accélérateur de profits pour l'entreprise privée Sénalia, qui y stocke, conditionne ou transporte un quart des 17 millions de tonnes de blé exportées du pays.

L'activité globale de l'entreprise a augmenté de 35 % en un an et elle a réalisé 8 millions d'euros d'excédent brut, soit un quart de son chiffre d'affaires. Elle a en effet récupéré des parts de marché de l'Ukraine, en vendant plus à l'Algérie ou au Maroc,

mais aussi à de nouveaux clients comme le Yémen ou le Pakistan.

Il y a quatre ans, la structure publique d'Haropa Port – fusion des ports du Havre, de Rouen et de Gennevilliers, près de Paris – a fourni neuf millions d'euros à ce groupe pour l'aider à s'équiper de trois nouveaux portiques de chargement et à creuser les accès du port pour accueillir de plus grands bateaux. Il faut cette collaboration de l'État pour que des capitalistes puissent s'enrichir de la misère et de la guerre.

**Correspondant LO**

## Logista – Colomiers : licenciés pour le profit

Le groupe Logista (ex-Seita), distributeur de tabac, veut fermer son site de Colomiers, dans la région toulousaine. Les travailleurs ont fait grève à plusieurs reprises, et c'était aussi le cas lundi 27 février. En effet, 60 d'entre eux sont menacés de perdre leur emploi : 24 postes seraient supprimés et 29 pourraient être reclassés à Mions ou au Mans, c'est-à-dire à des centaines de kilomètres. Par

ailleurs, de nombreux buralistes de la région vont rencontrer des difficultés pour s'approvisionner.

Certes, les volumes de vente ont diminué, mais le groupe est toujours bénéficiaire. Et comme le disait une syndicaliste : « Il faut faire plaisir aux actionnaires, alors on ferme et on licencie. » À ce jour, les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot.

**Correspondant LO**



## Eolane - Angers : la grève a payé

En grève pour une augmentation de salaire depuis le vendredi 17 février, les travailleuses de l'usine Eolane à Angers ont repris le travail le vendredi 25 la tête haute, après avoir obtenu une hausse de 100 euros net par mois.

Sur ce site employant 140 salariés pour la production de cartes à puces, l'annonce d'une augmentation dérisoire dans le cadre des négociations annuelles obligatoires avait mis le feu aux poudres. Quand on est à peine au-dessus du smic après vingt ans dans l'entreprise, il y a en effet de quoi voir rouge face à un patron qui ne propose que des miettes ne permettant même pas de suivre l'inflation ! C'était d'autant plus choquant qu'Eolane a été racheté en 2017 par un groupe florissant, Hivest Partners, et que l'entreprise a touché au fil des ans des millions d'euros d'argent public.

Du début à la fin, la grève

a été suivie à la quasi-unanimité par le personnel ouvrier, et même un peu au-delà. Cela s'est manifesté par la tenue de deux piquets de grève, bien fournis, où les discussions sont allées bon train autour d'un petit café ou d'un barbecue. Le moral a été renforcé par les marques de soutien de militants locaux, de passants et même de chauffeurs refoulés par le piquet.

Jeudi 24 février à 16 heures, les déléguées des grévistes, syndiquées et non syndiquées, sont ressorties de leur rencontre avec le patron en annonçant qu'il était prêt à concéder cette augmentation de 100 euros net. Même si la



revendication initiale était de 150 euros, la trentaine de grévistes présentes ont acclamé la nouvelle, fières d'avoir contraint la direction à reculer. Le succès était d'autant plus appréciable que deux jours de grève sur cinq devraient être payés, et les avancées obtenues à Angers étendues aux autres

usines françaises.

Chacune retient que c'est bien la cessation complète de la production qui a obligé la direction à accorder une augmentation qu'elle prétendait inimaginable quelques jours auparavant. C'est aussi qu'il aurait été impossible de tenir toute une semaine, de surmonter

les petits coups au moral ou la météo exécration, sans une solidarité sans faille.

Comme le résumait une gréviste : « C'est un bon début ! » Cette victoire ne doit être qu'une première étape : la solidarité a fait ses preuves, elle ne demande qu'à resservir.

Correspondant LO

## Magnetto - Aulnay-sous-Bois : comment convaincre un patron

À la première réunion des négociations annuelles sur les salaires entre la direction et les syndicats, les propositions de celle-ci étaient tellement ridicules que les travailleurs de l'usine Magnetto ont débrayé une journée.

La semaine suivante, comme rien ne bougeait, 90 % des travailleurs de cette usine de presses pour

les carrosseries automobiles se sont mis en grève. Au bout de trois jours, avec près de 300 grévistes déterminés

et la production totalement à l'arrêt, la direction a compris qu'elle n'avait pas d'autre choix que de céder. Le lundi 20 février, elle rouvrait les négociations, qui débouchaient sur une augmentation de 131 euros du salaire brut et une prime de 1850 euros.

Les grévistes ont repris

le travail sur cette base, satisfaits d'avoir obtenu gain de cause. Il s'agissait pour eux d'obtenir des augmentations permettant au moins de compenser les augmentations des prix. Mais ils savent aussi que ce n'est pas satisfaisant et qu'il faudra revenir à la charge. L'an dernier, ils avaient déjà fait

deux jours de grève totale pour imposer à la direction une augmentation de 52 euros, alors que celle-ci avait commencé par refuser toute augmentation de salaire. L'efficacité de la grève est dans toutes les têtes, et l'expérience acquise sera utile dans l'avenir.

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# Françafrique : l'impérialisme ne lâche pas sa proie

Avant de s'envoler pour sa tournée en Afrique, Emmanuel Macron a prononcé à l'Élysée un discours censé définir la politique de la France sur ce continent, faisant référence à un autre discours, prononcé en 2017 à l'université de Ouagadougou, la capitale du Burkina-Faso.

Macron avait annoncé alors des relations plus égalitaires entre la France et les pays africains. Entre-temps, la France a été délogée du Burkina-Faso, où les manifestations antifrancophones se sont multipliées et où son armée a dû plier bagage. Il faut donc croire que les relations « plus égalitaires » se faisaient attendre et c'est bien le problème. Enfiler les mots est une chose, mettre fin réellement au pouvoir de l'impérialisme français rejeté par la population en est une autre.

Macron devait visiter à partir du 1<sup>er</sup> mars le Gabon, l'Angola, la République démocratique du Congo (RDC) et le Congo-Brazzaville. Même s'il prend soin de mettre en avant des sujets consensuels, comme

la préservation de la forêt au Gabon, il lui faut avant tout préserver les intérêts de l'impérialisme français, et pour cela affermir ses liens avec les dictateurs en place. Au Gabon, c'est Ali Bongo, digne descendant de son père Omar, dont le clan règne sur le pays depuis 55 ans, financé par Total. Au Congo-Brazzaville, c'est Denis Sassou-Nguesso, président depuis 1997. Tous deux arrêtent et torturent sans pitié celles et ceux qui contestent leur pouvoir, pillent les caisses de l'État au point d'avoir été dans le colimateur de la justice française pour leurs « biens mal acquis » et doivent leur pouvoir et leurs richesses aux gouvernements français.

Autant dire qu'ils ne correspondent guère aux



paroles de Macron pour qui, dans son discours, « la France est un pays qui soutient, en Afrique comme ailleurs, la démocratie et la liberté ». Mais qu'importent les mots ! Il ne faudrait surtout pas que, malgré les services rendus, ces dinosaures de la Françafrique se tournent vers d'autres protecteurs.

Concernant la présence militaire française en Afrique, Macron a voulu annoncer du changement. « Notre modèle ne doit plus être celui de bases militaires telles qu'elles existent aujourd'hui. Demain notre présence s'inscrira au sein

de bases, d'écoles, d'académies qui seront cogérées, fonctionnant avec les effectifs français qui demeureront, et des effectifs africains. » Ce nouveau modèle évoque fortement l'ancien et en tout cas les grandes bases françaises de Libreville, Dakar, Djibouti ou Abidjan ne seraient pas fermées.

Enfin, il faut bien donner une apparence de concret à « l'humilité » que promet désormais Macron. Il envisage donc de rendre encore

quelques œuvres d'art dérobées pendant la colonisation, comme il l'a déjà fait au Bénin. Rendre les produits des pillages d'hier peut toujours servir à consolider les affaires d'aujourd'hui.

« Il n'y a plus de pré carré de la France », affirme Macron. Il est vrai que l'impérialisme français ayant été éloigné de Centrafrique, du Mali et du Burkina-Faso, son pré carré est devenu plus réduit. Raison de plus pour continuer de s'y accrocher.

Daniel Mescla

## Convention médicale : quelle médecine et pour qui ?

Après quatre mois de négociations, les syndicats de médecins libéraux ont dit non aux augmentations de tarif proposées par le gouvernement via l'Assurance maladie, et aux conditions d'exercice qui vont avec.

Tous les cinq ans, la convention médicale, le contrat entre l'Assurance maladie et les syndicats qui définit les règles de l'exercice libéral de la médecine et de la rémunération des médecins, est renégociée. Depuis des années, la négociation s'inscrit dans le contexte de la pénurie de médecins et les discussions portent essentiellement sur ce qui définit toute la société : le prix, c'est-à-dire ici le tarif des consultations.

C'est une convention qui, en 1980, avait instauré deux secteurs : le secteur 1 pour les médecins qui respectent les tarifs servant de base au remboursement par la Sécurité sociale et à qui, en échange, les caisses financent leur assurance maladie et vieillesse, et le secteur 2 pour ceux ayant choisi de pratiquer des tarifs différents mais qui financent eux-mêmes leurs propres assurances. Ce sont aussi les conventions qui instaurèrent le « médecin référent » puis le « médecin

traitant » et le « parcours de soins » avec à la clé les modalités de remboursements différents pour les consultations de spécialistes.

Cette année, le ministre de la Santé propose soit une augmentation de 1,50 euro du tarif de la consultation, la portant de 25 à 26,50 euros pour les généralistes (de 30 à 31,50 euros pour les spécialistes), soit de la porter à 30 euros (35 euros pour les spécialistes). Mais ce serait « donnant, donnant » comme l'a dit le ministre, c'est-à-dire à condition que les médecins acceptent de recevoir de nouveaux patients, assurent la « permanence des soins » avec des gardes les soirs et les week-ends. « Inacceptable », « C'est une insulte », disent les syndicats de médecins.

Certes il y a médecin et médecin. Nombre de généralistes exercent avec des horaires et des conditions de travail difficiles en campagne ou dans les grandes villes. D'autres n'ont que la réussite sociale et financière

comme perspective, bénéficiant de la liberté d'installation sans aucune prise en compte des nécessités, sans aucune pression pour s'installer là où ils manquent. C'est la rançon de l'exercice de la médecine libérale dans laquelle l'appât du gain peut prendre le pas sur le choix et la volonté de soigner.

Outre la pénurie de médecins, c'est tout le système de santé qui est malade. Il souffre des mesures d'économies prises depuis des dizaines d'années par tous les gouvernements. Elles ont entraîné la fermeture d'abord des dispensaires, puis des maternités et des hôpitaux, au point que pour le plus grand nombre se soigner ressort d'un véritable parcours du combattant, qui oblige parfois à y renoncer.

Aujourd'hui les personnels et toute la population devraient bénéficier de toutes les avancées scientifiques et techniques sans le souci permanent de la rentabilité financière, alors que celle-ci est fondamentalement contradictoire avec l'impératif de la santé.

Sophie Gargan

## La guerre et l'argent de la guerre

Les grands groupes français de l'industrie de la défense sont au taquet. Une année de guerre en Ukraine vient de renforcer encore leurs bénéfices et leur optimisme.

Tous n'ont pas encore annoncé leurs bénéfices de 2022, mais ceux qui l'ont fait exultent. Safran a augmenté les siens de 55 %, avec 1,18 milliard empoché. Airbus Group les a accrus de 15,6 %, pour un montant de 5,6 milliards. Thales attend encore un peu mais trépigne déjà de satisfaction. Quant aux Dassault Aviation, Naval Group, MBDA, Nexter et Arquus, autres chefs de file de cette nébuleuse de près de 2 000 entreprises, les prises de commandes sont telles que toutes affichent le même appétit de profits.

L'économie de guerre ainsi définie il y a quelques mois par Macron à Eurosatory leur fait d'autant plus pousser des ailes qu'il leur est à présent demandé de « produire plus, plus vite, moins cher ». Les 413 milliards alloués à la Défense pour les prochaines années sont une bénédiction. La Bourse est à l'unisson, deux des trois plus fortes hausses annuelles de

l'indice boursier SBF 120 ont été enregistrées grâce au Rafale de Dassault Aviation et à Thales. Les annonces d'embauches se succèdent. Thales recruterait 12 000 salariés à l'échelle mondiale, dont 5 500 en France, Airbus 13 000 dont 3 500, Safran 12 000 dont 4 500, Dassault Aviation 1 000, l'équipementier Daher 1 100...

Pour la plupart, les profils recherchés sont des jeunes ingénieurs dont la formation, les capacités, l'enthousiasme pourraient être mis à profit pour de tout autres projets que concevoir et fabriquer des canons, blindés, systèmes de repérage dits de défense, cybersécurité et missiles en tout genre.

Viviane Lafont

